

Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale

Brusselse Hoofdstedelijke Raad

Séance plénière
du vendredi 5 décembre 1997

Plenaire vergadering
van vrijdag 5 december 1997

SEANCE DU MATIN

OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE

INHOUDSOPGAVE

Pages

Blz.

COMMUNICATION DU PRESIDENT:

Décès de M. Georges Matagne

246

MEDEDELING VAN DE VOORZITTER:

Overlijden van de heer Georges Matagne

246

PROPOSITIONS DE RESOLUTION:

Prise en considération

246

VOORSTELLEN VAN RESOLUTIE:

Inoverwegneming

246

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT:

Débat. — *Orateurs:* MM. Dominique Harmel, Eric van Weddingen, Guy Vanhengel, Mmes Marie Nagy, Françoise Dupuis, MM. Walter Vandebossche, Dominiek Lootens-Stael, Sven Gatz, Michiel Vandenbussche, Thierry de Looz-Corswarem

247

Debat. — *Sprekers:* de heren Dominique Harmel, Eric van Weddingen, Guy Vanhengel, de dames Marie Nagy, Françoise Dupuis, de heren Walter Vandebossche, Dominiek Lootens-Stael, Sven Gatz, Michiel Vandenbussche, Thierry de Looz-Corswarem

247

PRESIDENCE DE M. ARMAND DE DECKER, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER ARMAND DE DECKER, VOORZITTER

— *La séance plénière est ouverte à 9 h 55.*
De plenaire vergadering wordt geopend om 9.55 uur.

M. le Président. — Je déclare ouverte la séance plénière du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du vendredi 5 décembre 1997.

Ik verklaar de vergadering van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van vrijdag 5 december 1997 geopend.

COMMUNICATION DU PRESIDENT
MEDEDELING VAN DE VOORZITTER

Décès de M. Georges Matagne

Overlijden van de heer Georges Matagne

M. le Président. — J'ai appris le décès de M. Georges Matagne, qui était membre de notre Conseil. J'ai adressé à sa famille les condoléances de notre Assemblée.

Ik heb vernomen dat de heer Georges Matagne, die lid is geweest van onze Raad, overleden is. Ik heb zijn familie namens onze Assemblee gecondoleerd.

Je vous propose de vous recueillir quelques instants.

— *L'Assemblée observe une minute de silence.*

De Assemblee neemt een minuut stilte in acht.

PROPOSITIONS DE RESOLUTION
VOORSTELLEN VAN RESOLUTIE

Prise en considération — Inoverwegingneming

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la prise en considération de la proposition de résolution (Mme Françoise Dupuis, MM. Eric van Weddingen, Jean-Pierre Cornelissen, Dominique Harmel et Mme Marie Nagy) s'opposant à une indemnisation spécifique des anciens collaborateurs du régime nazi (n° A-218/1 - 97/98).

Aan de orde is de inoverwegingneming van het voorstel van resolutie (mevrouw Françoise Dupuis, de heren Eric van Weddingen, Jean-Pierre Cornelissen, Dominique Harmel en mevrouw Marie Nagy) tegen de toekennung van een specifieke vergoeding aan voormalige nazi-collaborateurs (nr. A-218/1 - 97/98).

La parole est à Mme Françoise Dupuis.

Mme Françoise Dupuis. — Monsieur le Président, nous avons profité de la semaine qui nous a été accordée pour nous

réunir entre signataires et également avec nos collègues néerlandophones. Nous avons eu une discussion très intéressante. Notre collègue M. Vandenbussche a rédigé une proposition de résolution dont l'objet est parallèle au nôtre et qui pourrait utilement être reprise dans la discussion que nous aurons en commission, dans un délai assez bref, j'espère.

Je propose que, parallèlement à la proposition de résolution que j'avais initiée, on puisse également prendre en considération la proposition de M. Vandenbussche, mais cela nécessite probablement (certainement) que l'on procède à un vote.

M. le Président. — J'ai effectivement reçu le texte de la proposition de résolution de Mme Françoise Dupuis.

Y a-t-il des objections à la résolution de Mme Françoise Dupuis ?

La parole est à M. van Weddingen.

M. Eric van Weddingen. — Monsieur le Président, nous soutenons la proposition de Mme Françoise Dupuis.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Lootens-Stael.

De heer Dominiek Lootens-Stael. — Mijnheer de Voorzitter, ik wens te herhalen wat ik vorige keer heb gezegd, want aan het voorstel van resolutie is eigenlijk niet echt iets veranderd. Het voorstel is ingegeven door haat en we zullen ons er dan ook tegen verzetten. Bovendien zijn we van oordeel dat de Brusselse Hoofdstedelijke Raad hier niet bevoegd is, omdat het om een persoonsgebonden materie gaat.

Tot slot, wens ik al wie graag dergelijke voorstellen van resolutie opstelt, de volgende raad mee te geven. Lees eens *Le livre noir du communisme — Crimes, terreur et répression*, in Frankrijk uitgegeven bij Editions Robert Laffont. Het is de moeite waard en het boek bevat veel stof voor nieuwe resoluties.

M. le Président. — Nous actons l'opposition de M. Lootens-Stael. Le texte de la proposition de résolution s'opposant à une indemnisation spécifique des anciens collaborateurs du régime nazi est renvoyé à la Commission des Finances, du Budget, de la Fonction publique, des Relations extérieures et des Affaires générales.

Hetzelfde geldt voor het voorstel van resolutie van de heer Vandenbussche.

Proposition de résolution confirmant l'aversion qu'inspirent les collaborateurs du régime nazi et proposant des mesures humaines, mais conformes à la Constitution, pour les conséquences sociales de la situation des victimes de la guerre et des mesures de répression.

Voorstel van resolutie waarbij opnieuw de afschuw ten aanzien van nazi-collaborateurs wordt bevestigd, en voor de sociale gevolgen van de situatie van oorlogsslachtoffers en van de repressiemaatregelen een menselijke maar constitutioneel-exacte regeling wordt voorgelegd.

Séance plénière du vendredi 5 décembre 1997
Plenaire vergadering van vrijdag 5 december 1997

Het voorstel van resolutie is verzonden naar de Commissie voor de Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, Externe Betrekkingen en Algemene Zaken.

La proposition de résolution est renvoyée à la Commission des Finances, du Budget, de la Fonction publique, des Relations extérieures et des Affaires générales.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

Débat

MEDEDELING VAN DE REGERING

Debat

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le débat sur la communication du Gouvernement.

Aan de orde is het debat over de mededeling van de Regering.

Je rappelle que les dispositions de l'article 53, paragraphe 1^{er}, du règlement relatif au temps de parole sont d'application, à savoir trente minutes par orateur mandaté par un groupe politique et dix minutes pour chacun des autres orateurs. J'invite les présidents des groupes politiques à me faire connaître le nom de l'orateur qu'ils mandatent.

La parole est à M. Harmel.

M. Dominique Harmel. — Monsieur le Président, monsieur le ministre-président, chers collègues, en commençant cette intervention, j'ai envie de vous dire, au sujet de la déclaration de la semaine dernière, «beaucoup de bruit pour rien» ou, à tout le moins, si je la lis attentivement, «beaucoup de bruit pour pas grand-chose». Telle pourrait être la moralité du spectacle consternant que l'on nous offre ces jours-ci.

En effet, au vu du contenu de l'accord et des péripéties qui s'ensuivent, nous constatons que nous ne sommes pas encore sortis de l'auberge — c'est le moins que l'on puisse dire — et que ces questions qui nous empêchent la vie depuis la création de la région ne sont pas près d'être résolues.

Quelle est la portée réelle de l'accord ? En réalité, il s'agit plutôt d'un pré-accord qui, à lire la presse de ce matin, rencontre quelques difficultés. L'accord semble avoir en effet le statut d'un avant-projet délibéré en Gouvernement; c'est ce que l'on déduit de la déclaration du ministre-président, mais aussi de l'examen de la procédure : les délégations syndicales ne semblent pas avoir été consultées sur l'accord, ni l'avis de la CPCL rendu. Peut-être le ministre-président voudra-t-il bien préciser le statut exact de la décision du Gouvernement et nous indiquer si les différents acteurs ont été interrogés.

Par ailleurs, l'accord porte sur le SIAMU et sur les contrac-tuels relevant des pouvoirs locaux et des hôpitaux publics, ce qui est très bien nécessaire. Cependant, il ne porte pas sur l'adminis-tration régionale, ce qui est tout de même le «gros» du conten-tieux, compte tenu notamment du nombre d'agents concernés. Cette question est reportée à la fin janvier. Cela nous promet du plaisir et vraisemblablement de nouvelles démissions.

Enfin, si l'accord est bien une décision prise par le Gouver-nement — ce point est indiscutable — encore faut-il qu'il y ait un Gouvernement, une volonté commune, pour le mener à terme et le mettre en œuvre... Malheureusement, je doute de plus en plus que nous ayons un Gouvernement pour cela, à entendre les

amabilités que s'échangent MM. Chabert et Vanhengel, vos déclarations monsieur le ministre-président et celles du ministre Hasquin, il est vrai que l'actuelle majorité démontre depuis plus de deux ans qu'il n'est pas nécessaire de partager un projet commun pour partager le pouvoir. Nous nous demandons tous quelles contorsions M. Vanhengel s'apprête à faire pour adorer demain ou cet après-midi ce qu'il brûlait hier avec beaucoup d'ardeur, puisque je n'ose imaginer un instant que vous acceptez de passer, en compagnie de MM. Hasquin, Gosuin et Grijp, sous les fourches caudines de M. Vanhengel.

Mon collègue Benoît Veldekens examinera si cet accord, qui aurait pu en effet être un «bon accord», est aussi un accord inattaquable. La question est de savoir s'il ne s'agit pas d'un accord politique justifié *a posteriori* par de pseudo-comptages et de pseudo-pondérations.

Quant à moi, il me semble difficile de faire l'économie sur le «beaucoup de bruit», sur ce qu'il révèle ou promet.

Le groupe PSC est et reste attaché à l'existence et au bon fonctionnement de la Région bruxelloise, laboratoire depuis 1989 de la coexistence de nos communautés et espace où nous devons faire cohabiter des principes essentiels comme l'égalité de tous devant la loi; le respect des minorités, comme l'acceptation d'une majorité soucieuse du bien commun, l'interénétration des communautés plutôt que la création de ghettos et la possibilité pour chaque individu ou groupe de personnes de vivre dans des conditions de dignité et de respect, au sein d'un ensemble fédératrice.

Nous sommes donc attachés au respect de la loi, non par féti-chisme, mais parce que la loi est le rempart contre l'arbitraire ou la force et parce que, même si elle peut paraître injuste, la loi correspond — singulièrement dans notre pays, où elle est le fruit de laborieux accords entre majorités qualifiées ou super-qualifiées — à une norme de vie en commun acceptable pour tous.

Dans la question de la mise en place du cadre linguistique qui nous occupe actuellement, la législation prévoit une méthode et une procédure complexes, qui permettent d'objectiver les situations et d'apprécier la marge de manœuvre utilisée. Dès lors, il s'agit en réalité d'équilibrer différents principes également respectables mais tous organisés par le législateur. Pris chacun isolément et durcis à l'extrême, ces principes peuvent se contre-dire. C'est pourquoi le législateur organise la construction de l'équilibre à partir de données objectives régulièrement collec-tées *a priori*.

Encore une fois, rien n'est possible sans la volonté de travail-ler, de vivre, de bâtrir l'avenir ensemble. C'est bien là que réside le fond du débat de ce jour. Et donc, si nous sommes aussi atten-tifs au respect de la loi, c'est parce qu'il est évident que tout bricolage, toute entorse, tout biais pris par rapport à la procédure ou à la méthode permet une remise en question de l'équilibre et constitue une occasion offerte aux plus extrémistes ou aux plus sécessionnistes de tous bords. La situation montre par l'absurde qu'un accord politique ne tient que si les partenaires sont de bonne foi et animés de la volonté de travailler ensemble.

L'accord SIAMU 2/3-1/3 conclu lors de la précédente législature par une majorité désireuse de coopération communautaire a été cassé le 15 septembre 1995 par le Conseil d'Etat, au motif qu'il s'agissait d'un accord politique préalable, c'est-à-dire non fondé sur des comptages précis et préalables, des pondérations validées et autres examens objectifs du fonctionnement des divers services, le tout considéré de manière justifiée.

Afin d'éviter que nous retombions dans les mêmes travers, je voudrais citer quelques extraits de cet arrêt numéro 55.189 du Conseil d'Etat :

— «L'article 43 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative impose que l'on tienne compte du volume des affaires traitées dans chacune des langues et que l'on vérifie si la proportion des affaires traitées dans chacune des langues procède d'une application exacte des lois coordonnées.»

— «Il affirme que la détermination du volume des affaires doit s'effectuer en tenant compte de divers paramètres, ce qui suppose que le volume des affaires traitées soit examiné et que des justifications chiffrées soient avancées et les proportions justifiées.»

— «... qu'il est inexact de dire qu'il n'est pas possible d'évaluer le volume du travail puisque toutes les interventions font l'objet d'un rapport où figure l'identité complète des victimes, en ce compris leur rôle linguistique et le lieu de l'intervention.»

— «Lorsque la CPCL indique les critères qu'elle a pris en considération, il ne suffit pas d'affirmer qu'il y a eu appréciation s'il n'apparaît pas comment elle a été faite, comment la part relative des différents actes a été évaluée et comment l'avis a été donné sur la base de ces données... Cet avis doit se fonder sur des éléments chiffrés récents.»

Voilà donc comment le Conseil d'Etat justifie le fait que l'accord SIAMU 2/3-1/3 n'est pas conforme à la législation.

Cela dit, monsieur le ministre-président, ni moi ni mon groupe ne nions qu'une solution satisfaisante pour tous passe par un accord de Gouvernement, c'est-à-dire par un accord politique, ce que la loi ne rejette d'ailleurs pas. Mais je précise à nouveau que cet accord ne doit être élaboré qu'après qu'une série de données objectives aient été rassemblées. Donc, la véritable question aujourd'hui, en amont de la question de la validité politique de l'accord, est de savoir si la décision que le Gouvernement a prise consiste en un accord justifié *a posteriori* par une collecte d'informations glanées et organisées en fonction de la décision que l'on voulait prendre, ou bien si la décision du Gouvernement résulte de l'examen précis de données et de faits objectifs, comme le comptage des dossiers et non pas des types de dossiers ou de la langue du responsable administratif du dossier, tel qu'on nous l'impose souvent, notamment dans le domaine judiciaire.

On essaie de nous faire croire aujourd'hui qu'un grand nombre de dossiers sont répertoriés comme des dossiers néerlandophones parce que, même si la langue de procédure est le français, ils sont traités par un magistrat du rôle linguistique flamand. J'aimerais savoir si l'on a procédé à une analyse fonctionnelle objective et concertée, si l'on a pris en considération la pondération en fonction de l'importance de chaque emploi, ainsi que l'avis des délégations syndicales et de la CPCL. Lorsque je lis le résumé de votre intervention d'il y a une semaine, tous ces éléments restent extraordinairement flous.

Nous devons obtenir toutes ces informations aujourd'hui, car avant de finaliser cet accord, nous devons avoir la certitude que nous ne nous retrouverons pas dans la même situation que celle qui a entraîné l'arrêt du Conseil d'Etat, lequel a cassé l'ancien accord politique de 2/3-1/3.

Donc, si je ne discute pas qu'une solution passe nécessairement par un accord, et je félicite d'ailleurs très sincèrement les partenaires gouvernementaux d'être arrivés à le conclure, encore faut-il que cet accord soit juridiquement inattaquable, et donc que la procédure ait été scrupuleusement suivie ce qui, à première vue, semble difficile à croire. Je ne suis pas en possession des éléments nécessaires pour le justifier. Mais il faut bien dire aujourd'hui que si l'on peut se poser des questions quant à la validité juridique de l'accord au regard de la loi linguistique, la

question d'actualité est peut-être celle de la validité politique de cet accord.

Personne ne contestera la possibilité qu'a le Gouvernement de prendre un certain nombre d'accords et de traiter des dossiers, même dans le cas où un secrétaire d'Etat décide de démissionner. Les secrétaires d'Etat ne font pas partie du Gouvernement et, fort heureusement, les cinq ministres du Gouvernement sont toujours à leur poste. Cependant, monsieur le ministre-président, là où la situation se complique, c'est que s'il faut un Gouvernement — et Gouvernement il y a —, il faut également une majorité pour mener le projet d'accord à terme et pour mettre cet accord en œuvre. Comme vous nous l'avez dit, monsieur le ministre-président, d'autres accords seront nécessaires, notamment celui portant sur le cadre de l'administration régionale qui devra être pris dans le courant du mois de janvier. Les événements que nous vivons depuis un mois nous font craindre le pire à cet égard. Depuis près de trois semaines, nous ne sommes plus du tout certains qu'il y ait un Gouvernement. Si, comme tout le porte à croire nous pouvons craindre que nous ayons aujourd'hui un Gouvernement d'affaires courantes, et j'en veux pour preuve certaines hâtes nouvelles là, ou certains soulagements exprimés ailleurs, il est évident qu'un tel Gouvernement ne peut mettre en place ou en œuvre un cadre linguistique.

En effet, nous nous trouvons aujourd'hui devant deux scénarios possibles: soit le Gouvernement ne se trouve pas un nouveau secrétaire d'Etat flamand; dans ce cas, il en est réduit aux affaires courantes jusqu'en 1999 et l'élaboration de tout cadre linguistique paraît extrêmement difficile; soit le Gouvernement trouve un partenaire, aujourd'hui inconnu — on nous promet le VLD, monsieur Vanhengel, et je me réjouis de l'entendre — mais alors, nous nous trouvons à nouveau devant deux hypothèses: soit le VLD estime que le pouvoir n'a pas de prix, et il tire un trait sur ses déclarations matamoresques et ses revendications outrancières; soit les signataires de l'accord auront accepté de mettre celui-ci en question, ce qui semblerait «négociable» pour M. Chabert, cela suppose que les partenaires francophones auront changé d'avis, se seront aplatis.

Le débat sur l'administration et sur le départ de M. Anciaux a entraîné une série de déclarations que, selon moi, nous devons relever. Je songe notamment aux interventions de M. Philippe Moureaux, de Mmes Neyts ou Grouwels, ou encore de M. Vanhengel lui-même.

La question aujourd'hui posée est de mettre en place le cadre linguistique des administrations, et non de trancher la problématique de la représentativité parlementaire garantie des Flamands, de la composition d'un Gouvernement ou du droit de vote des étrangers. Il ne s'agit pas de Dieu sait quel marchandise de tapis visant à noyer le poisson, à jumeler les deux problèmes.

Il faut donc, puisque certains essayent de faire un *melting pot*, distinguer clairement les points à traiter et avoir la décence de cesser le petit jeu consistant à tout confondre et dès lors à tout démonétiser systématiquement.

Permettez-moi de vous rappeler le débat que nous tenions la semaine dernière et le constat que nous étions quelques-uns à faire: pour favoriser la cohabitation et l'insertion de tous dans notre société, il faut que celle-ci offre un visage clair et lisible. Les compromissions politiciennes sont, elles aussi, la cause de nos difficultés.

La mise en place du cadre administratif procède de principes d'ordre public qui ont trait à la qualité du service à rendre, de manière permanente, dans le strict respect du principe d'égalité décliné dans une série d'aspects comme, par exemple et entre autres, le respect des minorités ou le droit à l'emploi.

Séance plénière du vendredi 5 décembre 1997
Plenaire vergadering van vrijdag 5 december 1997

La représentativité dans notre régime démocratique tend à concilier deux principes, celui de l'égalité et celui de l'efficacité. L'égalité, principe auquel nous ne pourrons déroger c'est «un homme, une voix». L'efficacité, c'est le principe de la motion de méfiance constructive et du Gouvernement de législature.

Le principe d'efficacité et celui de la protection des minorités sont garantis par la composition de l'Exécutif. Dans certains pays, l'on recourt à des scrutins majoritaires qui mettent à mal le principe «un homme, une voix», puisque la représentation n'est pas proportionnelle. Le législateur belge, dans sa grande sagesse, a quant à lui préféré la formule des Gouvernements de législature et des motions de méfiance constructive, ainsi qu'une composition de l'Exécutif qui intègre une minorité.

La question de l'extension du droit de vote, telle que proposée dans un marchandage par M. Philippe Moureaux, ne fait qu'allumer de nouvelles mèches : elle institutionnalise des sous-nationalités, battant davantage en brèche le principe de l'unité de la représentation nationale en créant des catégories aberrantes. Par ailleurs ce discours consiste à créer deux catégories de citoyens, ceux qu'il s'agit de protéger et qui confisquent les instruments de gestion de la cité et les autres, qui peuvent certes, voter, mais ne sont pas éligibles ou représentés. A terme, on ne voit pas pourquoi dans une même logique poussée à l'exès, on ne créerait pas des groupes représentant d'autres minorités à protéger comme par exemple les électeurs d'origine congolaise ou zaïroise ou encore les électeurs d'origine chinoise, distingués selon qu'ils proviennent de Taiwan, de Chine continentale ou de Hong Kong. J'arrête là la représentation apocalyptique car compartimenter une représentation en fonction du fait d'avoir 15 ou 20 représentants n'aurait aucun sens.

Le bourgmestre de Molenbeek introduit soudain dans la négociation la question du droit de vote des personnes d'origine étrangère aux élections régionales, ce dont, sauf erreur de ma part, il n'avait pas été question jusqu'à présent. Toutefois, dans l'hypothèse où cette position procéderait de la convention selon laquelle le droit de vote est indivisible et qu'il serait absurde de le morceler selon les niveaux de participation au pouvoir, je serais ravi de partager l'opinion de M. Moureaux. Mais il est évident que ce n'est pas le cas puisqu'il propose de morceler ce droit. En fait, il ne s'agit que d'un effet d'annonce, d'un jeu dangereux allant à l'encontre des principes «un homme, une voix» et d'égalité devant la loi.

Quant aux propos de Mmes Grouwels et Neyts, qui proposent une représentation parlementaire néerlandophone garantie, ils sont tout aussi inacceptables au regard du principe «un homme, une voix».

De heer Walter Vandenbossche. — Mijnheer Harmel, om de traditie van debat van de Raad eer aan te doen vraag ik u: bent u bereid het principe «één man, één stem» ook toe te passen bij de verkiezing van de Senaat en van het Europees Parlement?

M. Dominique Harmel. — Monsieur Vandenbossche, vous savez très bien que des sénateurs communautaires siègent au Sénat, ce qui ne déroge pas au principe «un homme, une voix». Nous pourrons avoir ce débat, si vous le souhaitez. Je suis d'ailleurs tout prêt à examiner cette question avec vous.

Je vous rappelle aussi, monsieur Vandenbossche, que certains Flamands ont voulu à tout prix, il n'y a pas tellement longtemps, des listes unilingues flamandes et des listes unilingues francophones. Je ne reviendrais pas sur ce débat ici, mais c'était une demande explicite en 1989.

Je veux bien en parler, mais on ne peut pas toujours avoir le beurre et l'argent du beurre. Vous connaissez ma position, monsieur Vandenbossche. Je vous l'ai dit : si nous voulons rester

en bons termes, comme je le souhaite, il y a la possibilité de la main tendue, permettant une représentation suffisante des uns et des autres. Je veux parler de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Vous connaissez mon sentiment à cet égard. J'ai lu avec un immense plaisir que le sage président de notre Assemblée défend la même thèse. C'est avec le même plaisir que j'ai entendu s'exprimer le ministre-président Charles Picqué dont les sentiments étaient autrefois partagés en la matière. Je me souviens encore de ses réticences quand nous étions ensemble sur un plateau de télévision, pendant la campagne électorale de 1995. Aujourd'hui, il dit à qui veut l'entendre que ce serait sans doute une solution intéressante qui permettrait à chacun de vivre de manière plus équilibrée.

M. Jean-Pierre Cornelissen. — Monsieur Harmel, nous le disons depuis vingt ans déjà !

M. Dominique Harmel. — Monsieur Cornelissen, nous avons effectivement mis en place la Région bruxelloise et nous en sommes très heureux, les uns et les autres. Nous avons fait la démonstration, pendant un certain nombre d'années, de notre capacité de travailler tous ensemble.

Aujourd'hui, une condition nouvelle nous est demandée par nos amis néerlandophones sur la représentativité garantie. Je tiens à déclarer calmement que ce n'est pas possible. Nous ne pourrons jamais accepter que les francophones aient une demi-voix et les néerlandophones deux et demie.

M. Jean-Pierre Cornelissen. — Tout à fait d'accord avec vous !

M. Dominique Harmel. — C'est une exigence déraisonnable ! Asseyons-nous tous ensemble autour de la table pour chercher une solution qui pourrait leur convenir. Mais disons, dès à présent, que la formule proposée est impossible, plutôt que «onbespreekbaar», comme nous l'entendons souvent.

De heer Walter Vandenbossche. — Spreekt u hier werkelijk voor uw partij of uitsluitend voor uzelf, mijnheer Harmel ? Bent u bereid het standpunt dat u hier verdedigt, in zijn uiterste consequentie door te trekken ?

M. Dominique Harmel. — Monsieur Vandenbossche, vous ne me mettrez pas en difficulté, c'est une thèse que j'ai toujours défendue au sein de mon parti et que mon parti défend aussi. Si vous lisez ce que dit mon président ...

De heer Walter Vandenbossche. — Spreekt u nu in naam van uw partij of uitsluitend in naam van u zelf ?

M. Dominique Harmel. — Lors d'une interview, mon président de parti s'est exprimé exactement de la même façon. N'essayez pas de créer une division. Les choses sont extrêmement claires.

Notre discussion d'aujourd'hui relative à l'administration dépasse évidemment de loin le sujet que nous traitons puisque l'entrée de M. Vanhengel dans le Gouvernement néerlandophone est conditionnée par autre chose, à savoir la représentativité garantie. Ne tournons pas autour du pot. J'ose espérer que le Gouvernement profitera de ce débat fructueux pour répondre à l'une et l'autre de ces questions.

M. Walter Vandenbossche. — M. Vanhengel n'a jamais dit cela !

M. Dominique Harmel. — Vous êtes incroyable, monsieur Vandenbossche !

De heer Walter Vandenbossche. — De heer Vanhengel heeft dat nooit gezegd !

M. Dominique Harmel. — Mme Grouwels le dit à qui veut l'entendre et comme M. Vanhengel est du même parti que Mme Neyts, il dit sûrement la même chose aussi.

Monsieur le ministre-président, il y a incontestablement un accord de Gouvernement, mais puisque M. Chabert semble aussi avoir des sentiments partagés, nous ne sommes plus certains que ce Gouvernement sera capable de mettre en place ce préaccord. On doute même de l'existence même de cet accord. Si nous avons un Gouvernement, nous n'avons sans doute plus d'accord, à entendre les exigences nouvelles de certains partenaires qui sont en voie d'y entrer.

Monsieur le ministre-président, j'ai envie de vous dire que l'effort a été beau, la tentative intéressante. Je crains malheureusement qu'on ne parviendra pas à la transformer. Je pense que c'était un bel accord, mais un accord mort-né, compte tenu des exigences qui vous seront imposées par certains qui, insidieusement et en faisant semblant de parler d'autre chose, vous présentent quand même le sujet sur un plateau d'argent en vous disant : pas l'un sans l'autre.

A la suite du départ du secrétaire d'Etat de la Volksunie, M. Anciaux, j'ai l'impression qu'il n'y a plus grand-chose de réalisable. J'attends votre explication puisque nous attendons, depuis trois semaines déjà, la recomposition de ce Gouvernement et l'équipe nouvelle tant promise.

Je souhaite que vous répondiez clairement à la problématique juridique que j'ai soulevée et que vous nous indiquiez la position que vous prendrez à l'égard des conditions de participation posées par certains. (*Applaudissements sur les bancs du PSC.*)

M. le Président. — La parole est à M. van Weddingen.

M. Eric van Weddingen. — Monsieur le Président, monsieur le ministre-président, chers collègues, M. Harmel vient de nous inviter à refaire le monde institutionnel. Je serai beaucoup plus modeste dans mon propos, je vais essayer d'en revenir à la communication du Président du Gouvernement qui porte strictement sur l'accord.

M. Harmel nous disait tout à l'heure que cette communication lui avait semblé quelque peu sommaire. Je vais donc en profiter pour rappeler tous les points de cette communication, de cet accord. Nous verrons alors qu'il n'est pas si tenu, que c'est un sérieux effort, que ce sont des succès importants qui viennent d'être engrangés. Comme je connais l'attention habituelle de M. Harmel, je suis persuadé qu'il en sera convaincu après mon intervention.

Le 19 novembre dernier, le Gouvernement a essentiellement adopté quatre grandes décisions, formant ensemble un accord équilibré. Si on veut bien l'appréhender avec la bonne volonté que supposent et nécessitent nos institutions bruxelloises spécifiques, je crois que l'on peut en conclure qu'un accord de ce type est susceptible de contribuer à une cohabitation harmonieuse de nos deux communautés au sein de la capitale du pays fédéral qui est le nôtre aujourd'hui.

La première mesure — par laquelle il était normal de commencer — est la concrétisation pratique des accords sur la courtoisie linguistique, accords qui viennent de fêter leur premier anniversaire puisqu'ils avaient été conclus à la fin du mois de novembre de l'année dernière. Ces accords portaient sur l'amélioration de l'accueil des usagers au niveau des pouvoirs locaux. Le 19 novembre, le Gouvernement a décidé d'adresser aux

communes, aux CPAS, aux hôpitaux publics, une circulaire indiquant quelle attitude adopter en matière d'amélioration de l'accueil des usagers des services publics, en insistant sur l'importance de la formation linguistique des agents et sur la nécessaire adaptation des examens du Secrétariat permanent au recrutement.

Les formations linguistiques organisées par l'ERAP débuteront incessamment et la Région interviendra financièrement afin d'encourager les inscriptions pour que chacun ait la possibilité de suivre ces formations. Le SPR a déjà confirmé qu'il procéderait aux adaptations exigées en élaborant un programme d'examen mieux adapté à l'exécution des tâches et aux exigences de l'accueil des usagers dans les pouvoirs locaux, dans les hôpitaux publics. Autrement dit, la caricature que nous connaissons tous, à savoir qu'il fallait être capable de décrire tous les cordages d'un voilier dans l'autre langue pour réussir un examen linguistique et se retrouver finalement au guichet d'une administration, cette caricature appartiendra désormais au passé. Je crois que c'est autant dans l'intérêt des néerlandophones que des francophones.

Le Gouvernement évaluera si ses instructions ont effectivement été respectées. Il s'est donné deux ans pour évaluer le pourcentage de réussites.

Mme Marie Nagy. — Après les élections alors !

M. Eric van Weddingen. — Il y aura peut-être des évaluations entre-temps, madame Nagy.

Le deuxième point de cet accord concerne le personnel des ministères et des organismes d'intérêt public de la Région, auquel une prime linguistique sera accordée, prime dont le montant et les conditions d'octroi seront similaires à ce qui existe déjà dans les pouvoirs locaux.

De même, mais toujours dans le cadre de l'unilinguisme des agents et du bilinguisme des services, principe auquel nous restons fermement attachés, un effort tout particulier sera consenti en matière de formation, facultative, à la pratique de l'autre langue. L'objectif est simple. Il s'agit de permettre aux agents régionaux d'améliorer leurs connaissances linguistiques, dans le but d'accueillir au mieux les usagers des administrations régionales — quoi de plus normal pour les agents d'un service public de la capitale d'un pays bilingue — et s'ils font cet effort, de pouvoir bénéficier d'une prime substantielle. Il s'agit là aussi d'une mesure de courtoisie linguistique dans le droit fil de l'effort fait au niveau des communes. Faciliter la formation sans obligation et récompenser ceux qui la suivent, c'est faire preuve de bon sens.

Troisième volet de l'accord, l'adoption du célèbre cadre linguistique du service d'incendie et d'aide médicale urgente.

On sait que ce cadre comprendra 70,5 % d'agents francophones et 29,5 % d'agents néerlandophones. On sait également que ces chiffres ne sont pas immuables. En effet, dès qu'un contrôle 100 sera créé en Brabant flamand, il y aura une réduction de douze unités néerlandophones, et dès qu'un contrôle 100 sera créé en Brabant wallon, l'effectif sera réduit de trois unités francophones.

Pour arriver à ce cadre, tous les paramètres prévus tant par la législation sur l'emploi des langues en matière administrative que ceux énoncés par la Commission permanente de contrôle linguistique, que les avis du Conseil d'Etat ont été pris en compte. Cela a eu pour résultat une répartition équilibrée qui permet à chaque communauté d'obtenir le nombre d'emplois auquel elle peut légitimement prétendre compte tenu, et ceci est important, du caractère très spécifique du service d'incendie et d'aide médicale urgente. Cet accord permettra aux pompiers

bruxellois de voir enfin la fin d'une situation statutaire qui leur était très préjudiciable puisqu'en l'absence de cadre linguistique aucun recrutement statutaire ni aucune promotion ne pouvaient s'effectuer.

Quant au niveau des usagers, il était impératif que l'ensemble de la population bruxelloise puisse avoir la garantie qu'une intervention ou un appel urgent soient traités dans sa langue. Le recours au SLAMU a lieu à des moments de l'existence où toute ambiguïté, où toute incompréhension, même partielle, sont tout à fait intolérables.

La décision prise assure tous les Bruxellois d'avoir, dès le premier contact avec les services d'urgence, un interlocuteur qui s'exprimera dans leur langue puisque lors de chaque première sortie d'un véhicule d'interventions la présence d'un agent de chaque rôle linguistique sera assurée.

Le quatrième volet de l'accord concerne les cadres linguistiques du ministère de la Région bruxelloise.

A ce stade, il s'agissait de mettre en œuvre le processus d'élaboration définitive de ces cadres linguistiques.

M. Dominique Harmel. — C'est un scoop !

M. Eric van Weddingen. — Le Gouvernement a pris connaissance du premier rapport du Collège des fonctionnaires, chargé d'effectuer les premiers comptages et a demandé au ministre de la Fonction publique d'élaborer le projet de cadre. Outre le respect de la législation sur l'emploi des langues, de la jurisprudence du Conseil d'Etat, des avis de la CPCL, il faudra que prime ici aussi le souci d'accorder à chaque communauté le nombre d'emplois adéquat mais surtout d'assurer à la population un service public permettant d'accueillir tous les usagers dans leur langue.

Le ministre de la Fonction publique devra proposer son projet en première lecture au Gouvernement, dans le courant du mois de janvier prochain. J'attire votre attention, madame Nagy, sur le fait que ce n'est pas dans deux ans !

Mme Marie Nagy. — Je suis sûre que vous ne connaissez pas encore les pourcentages actuellement !

M. Eric van Weddingen. — Ce simple rappel des mesures décidées est assez éloquent par lui-même. Ce sont des mesures de simple bon sens; elles ne justifient le triomphalisme d'aucun ni certainement le dépit de quiconque. C'est la raison pour laquelle j'ai été assez surpris et peiné de l'attitude du représentant de la Volksunie. Cette réaction ne me paraît pas réellement justifiée. S'il en était autrement, il n'eût pas été le seul à s'opposer à l'accord et je pense vraiment, les connaissant, que les autres représentants de la Communauté flamande au Gouvernement n'ont pas de leçon à recevoir. Et en cherchant ne fût-ce qu'un peu, les francophones, aussi, pourraient trouver des sujets de mécontentement. Je suis donc surpris, mais surtout peiné, car la réaction purement tactique de la Volksunie ne peut être motivée que par la volonté de remettre en cause le modèle bruxellois. Modèle qui, visiblement — il suffit de lire la presse depuis quelques semaines —, ennuie certains. D'ailleurs les réactions venant d'autres Régions ne se sont pas fait attendre. Je n'en dirai pas davantage car mon but n'est certainement pas d'attiser le feu. Les hommes et les partis passent, nos institutions, elles, évoluent mais fort heureusement, elles demeurent et elles continuent à fonctionner ... même si cela étonne nombre de personnes pour le moment !

De heer Leo Goovaerts. — Mijnheer van Weddingen, kommt u van een begrafenissen of gaat u er naartoe ?

De heer Walter Vandenbossche. — Die vraag zou ik ook aan u moeten stellen.

De heer Leo Goovaerts. — Dat is al te gemakkelijk.

M. Eric van Weddingen. — Nous soutenons pleinement l'ensemble du Gouvernement dont tous les membres ont fait preuve de sang froid et de courage politique — on vient encore de le constater — en préférant la voie du bon sens à celle d'une confrontation stérile et profondément nuisible pour notre Région. L'accord linguistique de la Saint-Verhaegen confirme que le modèle bruxellois — n'en déplaise à certains, qui ne sont pas ici — est capable d'essuyer de solides bourrasques sans pour autant couler à pic. Je souhaiterais à notre Région d'adopter à son tour la devise « *fluctuat nec mergitur* » qui présente le grand avantage de ne pas nécessiter de traduction !... (*Applaudissements sur les bancs PRL-FDF.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vanhengel.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister-president, heren ministers, collega's,...

De heer Rufin Grijp, minister belast met Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp. — Mijnheer Vanhengel, opgepast, alles wat u nu zegt, kan tegen u worden gebruikt.

De heer Guy Vanhengel. — In de tweehalf jaar dat ik zitting heb in het Brussels Parlement, is het de vijfde keer dat ik op de tribune sta om te spreken over communautaire problemen. Vandaag is het de eerste keer dat dit gebeurt naar aanleiding van een crisissituatie. Inderdaad, het minste dat wij mogen zeggen is dat de Brusselse Regering in crisis is. Dit brengt een probleem van legitimiteit en van legaliteit met zich mee. Immers, in tegenstelling tot wat de wet voorschrijft, is de Regering niet meer gedekt door een meerderheid in de Nederlandse taalgroep. Nochtans moet een Brusselse Regering steeds het vertrouwen hebben van een meerderheid in beide taalgroepen. Vandaar dat wij ons kunnen afvragen of deze Regering nog wel legitiem is.

Maar ook inzake het legale kader waarin de werkzaamheden van de Regering zich moeten afspeLEN, rijst er een probleem. De heer Sven Gatz heeft bij de aanvang van de vorige vergadering de Voorzitter van onze Assemblée nogmaals met aandrang gevraagd dat het advies van de Raad van State zou worden ingewonnen. Voor zover ik weet, beschikken wij nog steeds niet over een dergelijke aanbeveling. Mijns inziens is het bijzonder gevaarlijk en zelfs onverantwoord dat de Regering doorgaat beslissingen te nemen die later door de Raad van State eventueel kunnen worden vernietigd. Mijnheer de Voorzitter, het is dus van het grootste belang dat u, of de minister-president, het advies van de Raad van State over deze situatie inwint zoals dat door sommige collega's in het Parlement wordt gevraagd. Pas dan weten wij of er binnen de legaliteit wordt gehandeld.

Ik kom nu tot de grond van de zaak. Ik zal het in mijn uiteenzetting hebben over de problematiek van de taalkaders bij de brandweer en de gewestelijke administratie, over het probleem van het toezicht over de OCMW's en de gemeenten met betrekking tot de naleving van de taalwetgeving, over het probleem van de eerbiediging van het tweetalig statuut van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en over de noodzaak om eens samen na te denken over de positie van de Vlaamse parlementsleden in de Raad. Ik zal mijn betoog tenslotte afronden met opmerkingen in verband met de echte problemen waarmee de Brusselaars worden geconfronteerd en die naar mijn bescheiden mening eigenlijk al onze aandacht verdienen, problemen die thans niet kunnen worden aangepakt omdat de Regering reeds

twee jaar lang te kampen heeft met communautaire spanningen die haar beletten te doen wat de Brusselaars van haar verwachten.

Ten eerste ga ik in op de problematiek van de taalkaders. Het is wel zeer moeilijk om nog wijs te geraken uit de verschillende stappen die werden gedaan en die tot dit akkoord in de Brusselse Regering hebben geleid. Ik herinner eraan dat de bevoegde minister een jaar geleden aan iedereen die het horen wilde, duidelijk maakte dat het onmogelijk was om de brandweerdiensten correct te laten functioneren indien men vasthield aan het theoretisch concept van de taalwetgeving dat erin bestaat dat eentelijke agenten een tweetalige dienstverlening verzorgen. De minister had op dat ogenblik volkomen gelijk. Voor wie een beetje nadenkt, ligt het voor de hand dat wanneer men een ploeg bestaande uit personen waarvan de enen Nederlandstalig zijn en theoretisch niet geacht worden het Frans te begrijpen, en de anderen Franstalig zijn en theoretisch niet geacht worden het Nederlands te kennen, uitstuurt om een interventie op het terrein te doen, de leden ervan met elkaar niet kunnen communiceren.

De aanvankelijke bewering van de minister, bevoegd voor het dossier, dat binnen het wettelijk kader dat hem wordt opgelegd het een onmogelijke opgave is om tweetalige brandweerdiensten te organiseren met eentelijke agenten, blijkt nog altijd juist. In plaats van op dat standpunt te blijven staan, heeft de Regering nieuwe stappen gedaan. De bewering dat indien niet alleen het aantal behandelde dossiers in aanmerking wordt genomen, waar wanneer ook rekening wordt gehouden met het wezenlijk belang van de dienstverlening aan elk van de beide gemeenschappen, het taalkader bij de brandweer in niet minder dan 46% Nederlandstaligen en in slechts 54% Franstaligen moet voorzien, heeft uiteraard onmiddellijk geleid tot protesten vanuit een welbepaalde hoek van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en tot de eerder gevoerde onderhandelingen.

Wat mij nog meer heeft verbaasd is de volgende stap in het dossier. Daar waar niet ik alleen, maar iedereen dacht dat bij het bepalen van het taalkader het de Franstaligen waren die de Vlamingen dwongen om onder de symbolische grens van 30% te gaan, daar waar iedereen dacht dat de staatssecretaris de Regering had verlaten precies omdat de Franstaligen hem wilden dwingen onder die symbolische grens te gaan, is plotsklaps gebleken dat die grens niet werd doorbroken omwille van een verzuchting van de Franstalige leden van de Regering, maar wel als gevolg van een technische nota die door de bevoegde Nederlandstalige minister werd ingediend.

De heer Walter Vandebosche. — Mijnheer de Voorzitter, ik wens erop te wijzen dat de staatssecretaris eerst zijn akkoord heeft gegeven en slechts de dag daarna een verklaring heeft afgelegd. De heer Vanhengel zijn bewering is onjuist.

De heer Guy Vanhengel. — Het is er mij om te doen dat het de minister zelf is die een technische nota heeft ingediend — ik hoop dat hij dit in de loop van het debat zal bevestigen — waaruit blijkt dat 29,5% in een eerste fase en enkele procenten minder in een volgende fase, wanneer de diensten in Vlaams- en Waals-Brabant worden gereorganiseerd, werden vooropgesteld. Welke zijn nu de technische gegevens die de minister er hebben toe gebracht om die cijfers naar voren te schuiven? Kan de minister ons met de hand op het hart aantonen dat die berekening de enige juiste is? Wat zijn de risico's die de Regering loopt bij het bekendmaken van dit taalkader?

De heer Van Poppel, de verantwoordelijke van de grootste vakbond bij de brandweer, heeft nu reeds gezegd dat dit hem niet zint en dat hij ook wat dit taalkader betreft, van zins is nieuwe stappen te zetten bij de Raad van State.

Wij hebben hier niet alleen te maken met een politiek probleem dat moet leiden tot een politiek akkoord. Wij hebben te

maken met een structureel probleem dat een structurele aanpassing, een structurele wijziging van de taalwetgeving vereist. In de toekomst moeten wij teruggaan naar het allereerste idee van de minister, namelijk dat wij moeten kiezen voor een systeem waarbij niet de eentaligheid maar de tweetaligheid van de agenten de voorkeur geniet, zoals dat overigens het geval moet zijn in de diensten van de gemeenten en de OCMW's.

Een tweede punt dat ik wil aansnijden, heeft betrekking op de problemen waartoe het toezicht op de naleving van de taalwetgeving door gemeenten en OCMW's steeds weer aanleiding geeft.

De taalwetgeving kwam tot stand in 1963. Toen kon niemand vermoeden dat 20 à 25 jaar later een Brusselse Hoofdstedelijke Regering zou worden gevormd, noch dat een Brussels Hoofdstedelijk Gewest zou worden opgericht als een volwaardig derde gewest dat belangrijke bevoegdheden kreeg op het vlak van het toezicht.

Wij moeten een andere formule zoeken om het toezicht op de naleving van de taalwetgeving door de gemeenten en de OCMW's vlot te laten verlopen. Op het ogenblik geeft immers elke daad van een gemeente of van een OCMW waarvan de vice-gouverneur van Brussel oordeelt dat zij in strijd is of zou kunnen zijn met de taalwetgeving, aanleiding tot ernstige problemen in de Brusselse Regering. Telkens opnieuw blokkeren de twee taalgemeenschappen in de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissies of wordt de minister-president van de Brusselse Regering, die het toezicht moet uitoefenen, geconfronteerd met tegenstrijdige standpunten in de Regering. De minister-president zal dat grif toegeven.

Wij moeten dus dringend een werkzame oplossing vinden om dergelijke situaties te vermijden en ervoor te zorgen dat de Regering het beleid kan voeren dat de burger van haar verwacht. Het toezicht op de gemeenten en op de OCMW's moet anders worden georganiseerd. Het moet veeleer gericht zijn op goedkeuring dan op afkeuring. Binnen het bestek van dit betoog wil ik mij niet uitleten over de technische mogelijkheden die daartoe kunnen worden overwogen. Ik denk dat, hoe dan ook een structurele oplossing aangewezen is. Het Brussels model kan enkel werken indien bij de twee taalgemeenschappen de goede wil bestaat om dat model inderdaad te laten functioneren.

Belangrijker dan de technische aspecten van het dossier was de verklaring van staatssecretaris Vic Anciaux toen hij zijn ontslag aankondigde. Hij verklaarde wat reeds twee jaar lang ook door anderen op deze tribune is gezegd. Hij zei: de sfeer is verziekt. De goede wil om het model te laten functioneren is niet meer aanwezig. Als die goede wil er niet is, kan om het even welk model niet functioneren.

Het is precies op die goede wil dat ik nu een beroep zou willen doen. Ik wil de aandacht vestigen op de vertegenwoording van de Brusselse Vlamingen in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Puisqu'il a été beaucoup question de courtoisie linguistique afin que le message soit reçu dix sur dix, je m'exprimerai en français.

La représentation flamande au sein de ce Conseil a été, aux premières élections, de 11 sièges contre 64. Aux dernières élections, nous nous sommes retrouvés à 10 sièges contre 65. Le modèle bruxellois a été élaboré en 1989. Depuis lors, est intervenue la nouvelle législation concernant la naturalisation. Cette législation, nous l'approuvons. Elle a d'ailleurs permis à certains ressortissants de l'immigration de se trouver parmi nous, ce que nous apprécions.

En effet, depuis 1992, soit après la mise sur pied du modèle institutionnel bruxellois, quelque 50 000 ressortissants de

Séance plénière du vendredi 5 décembre 1997
Plenaire vergadering van vrijdag 5 december 1997

l'immigration, selon le ministère des Affaires intérieures, à majorité turque ou marocaine, sont venus s'ajouter au corps électoral bruxellois. Ces personnes voteront assurément à 99% pour des partis francophones...

M. Bernard Clerfayt. — Ces personnes sont libres de choisir leur façon de voter !

M. Guy Vanhengel. — ... avec pour conséquence, monsieur Clerfayt, que le nombre de néerlandophones siégeant au sein de ce Conseil, selon les extrapolations auxquelles nous avons procédé, sera réduit à 8 ou 9 sièges. Disons plutôt 8 !

M. Jos Chabert, ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures. — C'est du pessimisme !

M. Guy Vanhengel. — Ce n'est pas du pessimisme, monsieur Chabert, mais du réalisme ! Les francophones doivent bien admettre — car ce problème nous concerne tous — que si les Flamands ne sont plus représentés que par huit personnes au sein de ce Conseil, celui-ci, tout comme notre système, ne pourront plus fonctionner. Déjà actuellement, notre représentation étant limitée à dix personnes, dont deux sont estimées infréquentables et donc non fréquentées, nous pose d'énormes problèmes. Rendez-vous compte de ce que ce sera si vous réduisez notre nombre à huit, avec peut-être trois ou quatres personnes considérées comme non fréquentables ! A ce moment-là, le modèle bruxellois ne fonctionnera plus et le système fédéral non plus !

M. Serge de Patoul. — Si on modifie le système, vous allez augmenter le nombre d'infréquentables. En augmentant d'un minimum le nombre d'élus néerlandophones, vous augmenterez le nombre d'élus du *Vlaams Blok*. C'est le résultat que vous obtiendrez ! Vous aurez un système qui sera tout aussi bloqué avec, en plus, une démocratie faussée !

M. Guy Vanhengel. — C'est tout à fait inexact. Il ne faut pas être grand mathématicien pour comprendre que si le nombre d'élus diminue, il est plus facile, en récoltant des voix francophones, pour des raisons diverses, de bloquer un petit groupe que de bloquer un groupe plus représentatif.

M. Bernard Clerfayt. — Vous voulez qu'à cause de la peste flamande du *Vlaams Blok*, nous acceptions plus d'élus flamands ! C'est-à-dire que les nouveaux Belges, francophones, verront leur représentation diminuer proportionnellement ?

M. Guy Vanhengel. — Non, monsieur Clerfayt !

De heer Rufin Grijp, minister belast met Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische hulp. — Mijnheer Vanhengel, wij zijn geen bedelaars. Nu vernedert u ons en ook uzelf.

De heer Walter Vandenbossche. — Mijnheer Vanhengel, u maakt hier een bijzonder zware analysefout. Waarom kunt u zich niet indenken dat wij op het vlak van onderwijs- en gemeenschapsbeleid électoral succes kunnen halen ? Wat u hier doet is politiek strategisch volkomen verkeerd.

De heer Guy Vanhengel. — Wat ik hier doe is onze mening vertolken die wij samen in een resolutie hebben gegoten die we in de Vlaamse Gemeenschapscommissie met grote unanimité ontworpen hebben. En ik doe dat in het Frans opdat onze Franstalige collega's goed zouden begrijpen waarover het gaat.

De heer Walter Vandenbossche. — Wat u hier zegt, zegt u alleen namens uzelf.

M. Guy Vanhengel. — Je voudrais ajouter un élément important. J'ai entendu dire à plusieurs reprises ce matin : « un homme, une voix ». Permettez-moi de vous soumettre quelques chiffres pour relativiser ces propos.

M. Dominique Harmel. — Relativiser ?

M. Guy Vanhengel. — A la Chambre, monsieur Harmel, le VLD a obtenu 798 000 voix et 21 sièges; le parti socialiste a recueilli 720 000 voix, soit 78 000 voix de moins que le VLD, mais obtenu 22 sièges, soit 1 siège de plus que le VLD.

M. Jean-Pierre Cornelissen. — Vous faites une erreur d'appreciation. Vous comparez des choses qui ne sont pas comparables. Vous savez que nous n'avons pas un système de proportionnelle intégrale comme en Israël ou aux Pays-Bas. Nous avons des arrondissements et un mécanisme qui s'appelle l'apparentement.

Je vous signale également que ce n'est pas par hasard que le chiffre de 150 députés a été retenu. Nous avons effectué des analyses, c'est le chiffre qui garantit le plus de députés flamands !

Cela ne sert à rien de triturer un système électoral pour arriver à ses fins. On voit ce que cela donne en Irlande du Nord, par exemple, où on fait d'une minorité une majorité.

M. le Président. — Vous êtes inscrit dans le débat, monsieur Cornelissen, vous aurez donc l'occasion d'intervenir tout à l'heure.

M. Guy Vanhengel. — Monsieur Cornelissen, je pourrais vous citer les chiffres du Parlement européen où un siège flamand « coûte » 247 000 voix et un siège francophone 230 000.

M. Jean-Pierre Cornelissen. — Ce n'est pas comparable non plus !

M. Guy Vanhengel. — Il s'agit là d'un système qui a permis, depuis l'existence de l'Etat belge, de donner des garanties à la minorité francophone du pays.

M. Bernard Clerfayt. — A Bruxelles, un siège flamand « coûte » moins cher, en termes de voix, qu'un siège francophone !

M. Guy Vanhengel. — Nous avons bien compris votre politique, monsieur Clerfayt. Nous avons entendu hier, à l'émission « Ter Zake » à la BRTN, M. Maingain expliquer de quoi il s'agissait.

M. Maingain a dit « l'Etat belge, pas à n'importe quel prix ».

Vous vous comportez comme des alliés objectifs du *Vlaams Blok* qui essaye de faire sauter le modèle bruxellois.

M. Jean-Pierre Cornelissen. — C'est scandaleux, ce que vous dites.

M. Guy Vanhengel. — Ne pas vouloir parler de ce problème d'une représentation minimale flamande garantie dans ce Conseil...

M. Bernard Clerfayt. — Et pour les francophones de la périphérie bruxelloise, que dites-vous ?

M. Guy Vanhengel. — ...c'est jouer avec l'avenir du modèle bruxellois et celui du modèle fédéral belge, tout cela dans un laps de temps très bref puisque les prochaines élections auront lieu dans dix-huit mois. C'est à ce moment que nous verrons où nous en sommes dans ce problème.

M. Dominique Harmel. — Il y a d'autres possibilités, monsieur Vanhengel.

De heer Guy Vanhengel. — Mijnheer de Voorzitter, ik besluit mijn betoog. De afgelopen week heb ik een hele tijd in de krantenwinkel bij mij in de buurt gestaan en ik heb daar heel wat mensen zien passeren. Daar heb ik gemerkt dat de Brusselaars niet wakker liggen van deze institutionele en communautaire problemen die de werking van de Regering nu al zo lang verlammen. Zij hebben echt geen boodschap aan het politieke gehakket dat al tweeënhalf jaar bezig is en dat ons verhindert het beleid te voeren dat moet worden gevoerd. De Brusselaars vragen dat hun problemen inzake veiligheid, openbare orde en aantrekkelijkheid van de stad voor al wie er wil wonen en werken, worden opgelost. Zij vragen dat de problemen in zones, zoals de kanaalzone, nu eens echt worden aangepakt met belangrijke investeringen. Zij verwachten concrete resultaten.

De heer Rufin Grijp, minister belast met Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp. — Mijnheer Vanhengel, wij hebben een oplossing gevonden voor de taalkaders. U zou daar zeer tevreden moeten mee zijn in de plaats van te komen zeuren dat het niet in orde is en te komen uitleggen wat de vakbonden ervan vinden. Laat de Regering haar verantwoordelijkheid nemen. Het probleem is opgelost en u zult daar tevreden mee zijn.

De heer Guy Vanhengel. — Bij de aanvang van het huidige politieke seizoen kregen wij te horen dat voor de bevordering van de werkgelegenheid 1 tot 2 miljard zou worden vrijgemaakt. Toen we geconfronteerd werden met de problemen in de kanaalzone en de pijnlijke rellen die daarvan het gevolg zijn, heeft de Regering onmiddellijk verklaard dat ze 400 miljoen zou vrijmaken. Wij vinden dat goed. Dat moet gebeuren. Wij vragen alleen dat het niet bij beloften blijft. Men mag niet blijven steken in de ronkende verklaringen die onmiddellijk na een crisis worden afgelegd. Wij vragen dat men concreet aan de slag gaat en op het terrein concrete veranderingen bewerkstelligt die zichtbaar en tastbaar zijn voor de bevolking. Wij zijn echter ook van mening dat dit soort beleid, dat onze stad ten zeerste nodig heeft, niet kan worden gevoerd, indien men niet eerst de communautaire problemen zoveel mogelijk aanpakt met structurele oplossingen. (*Applaus bij de VLD.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Nagy.

Mme Marie Nagy. — Monsieur le Président, monsieur le ministre-président, chers collègues, la Région bruxelloise traverse actuellement une crise de légitimité puisqu'un parti flamand, en l'occurrence la Volksunie, tente d'utiliser le problème du cadre linguistique du Service d'incendie et l'accord dit de « courtoisie linguistique » pour déstabiliser le modèle institutionnel bruxellois et, par là, arriver à se positionner en force dans le cadre d'une négociation institutionnelle fédérale qui aboutirait à l'indépendance de la Flandre. Bruxelles est au centre de la construction institutionnelle et, lorsqu'on touche à cet équilibre, c'est tout l'édifice qui est déstabilisé.

Les écologistes l'ont affirmé depuis longtemps: nous sommes attachés à une Belgique fédérale, cet Etat multiculturel qui donne une très large autonomie de gestion aux trois Communautés et aux trois Régions. Ce système n'est certes pas parfait,

mais nous pensons qu'il présente de nombreux avantages par rapport à d'autres. Nous sommes très attachés à la Région de Bruxelles-Capitale qui permet aux Bruxellois de décider de l'avenir et des politiques de leur ville.

A l'approche des échéances électorales et en raison de l'évolution de la plus grande partie de la classe politique flamande, la question communautaire redevient un sujet inépuisable de discussion.

Une année de mobilisation citoyenne, de mise en évidence des problèmes criants liés à l'organisation de l'Etat et de la justice ainsi que des problèmes d'emploi ou de ceux liés à l'environnement et à la santé publique, risque de passer à l'arrière-plan des préoccupations du monde politique. Cela constituerait bien un constat d'échec qui pourrait amener à une perte de légitimité complète du monde politique, lequel est incapable de répondre aux questions qui lui sont adressées.

La Volksunie porte donc une lourde responsabilité qui risque bien de se transformer en « Berezina » — un peu à l'image, monsieur Gatz, de ce qui est arrivé à Jacques Chirac, lorsqu'il a dissout l'Assemblée nationale et convoqué des élections — si le VLD poursuit dans la voie d'assurer le relais au niveau du Gouvernement régional.

Dès lors, il importe de se demander comment on en est arrivé là, comment, à partir de l'élaboration des cadres linguistiques du SIAMU, des ministères et autres organismes d'intérêt public, on en arrive à la crise gouvernementale la plus grave qu'a connu la Région bruxelloise, suivie d'une démission.

La première constatation qui s'impose est de dire que, si les ministres qui se sont succédé à cette responsabilité — MM. Chabert et Grijp — avaient appliqué la loi comme cela se fait tous les jours au niveau fédéral, la question ne se serait pas posée au sein du Gouvernement. Mais depuis le début, le souci de ces ministres n'a été que d'assurer une représentation maximale du nombre d'emplois flamands.

De heer Sven Gatz. — U maakt er een echte karikatuur van, mevrouw Nagy. Ik ben beter van u gewoon, veel beter !

Mme Marie Nagy. — C'est légitime, mais seulement ce que le CVP et le SP oublient, c'est qu'en acceptant, par le vote de la loi spéciale du 12 janvier 1989 portant création des institutions bruxelloises, que ce soit l'article 43 des lois coordonnées sur l'usage des langues qui s'applique à l'administration bruxelloise, ils acceptaient également que l'évolution du nombre d'emplois flamands corresponde au pourcentage des administrés concernés.

Au niveau fédéral, l'article 43 est appliqué de manière stricte. Le cadre linguistique du ministère des Finances est actuellement revu. On procède au comptage des dossiers traités et on détermine ensuite les cadres service par service. Cette procédure ne semble poser aucun problème.

On applique cet article 43 en rappelant constamment deux objectifs, à savoir offrir un service au public qui correspond à sa demande et protéger les intérêts des deux grandes communautés en matière d'emploi. On procède donc à des comptages minutieux du volume des affaires traitées. Si le ministre concerné s'en écarte, il sera rapidement rappelé à l'ordre par l'un ou l'autre parlementaire, en général flamand, ou soumis à la loi implacable du recours, soit auprès de la CPCL, soit du Conseil d'Etat, cela sans provoquer de crise majeure.

Alors, qu'en est-il à Bruxelles ?

En 1989, l'accord politique prévoyait une répartition selon une clé deux-tiers de francophones et un tiers de néerlandophones, qui faisait fi de la loi et de l'engagement du Gouverne-

Séance plénière du vendredi 5 décembre 1997
Plenaire vergadering van vrijdag 5 december 1997

ment d'établir les cadres linguistiques en fonction des besoins de service. C'est ainsi que le Gouvernement de l'époque a adopté le cadre des pararégionaux, dont celui du SIAMU, ainsi que celui du ministère, qui ont fait l'objet de recours en annulation, mais toujours selon une répartition 2/3-1/3.

Le recours contre le cadre du SIAMU a abouti à l'annulation de celui-ci en raison du non-respect de la procédure et du fait qu'il s'agissait d'un accord politique fixant la répartition des emplois. C'est pour cette raison que le Gouvernement insiste aujourd'hui tellement sur le fait que l'accord intervenu en son sein est le fruit de comptages et non d'un accord politique. Nous verrons plus loin que tout cela est faux.

En ce qui concerne le cadre linguistique du ministère, c'est la manière même dont les comptages ont été réalisés qui est mise en doute, elle fait d'ailleurs l'objet d'une plainte pénale. On ne peut qu'être fortement surpris que l'accord du Gouvernement reste muet sur cette question et que ce dernier nous promette des chiffres pour la mi-janvier. S'agit-il d'une manœuvre habile pour éviter de soulever trop de problèmes à la fois ? Je le crois, mais nous aurons l'occasion d'en rediscuter.

Pour préparer ce débat, j'ai consulté les comptes rendus de nos travaux consacrés à la répartition linguistique des emplois de la fonction publique régionale : c'est assez édifiant.

Prenons par exemple notre séance du 12 juillet 1993. M. Hasquin et mon ami, M. Galand, tous deux membres de l'opposition à l'époque, interpellent l'ineffable M. Chabert — le ministre « tout va bien » — sur la question du cadre linguistique. Vous connaissez le style de M. Hasquin : « on va voir ce qu'on va voir ». Il invoque donc l'article 43, paragraphe 3, des lois coordonnées du 18 juillet 1966. Il critique ensuite les propositions de M. Chabert en ces termes : « par un miraculeux hasard, la situation si particulière de Bruxelles où habitent près de 90 % de francophones administrés et seulement 10 % de néerlandophones administrés, se transforme, dans le document remis par vous — le ministre Chabert — à la Commission permanente de contrôle linguistique — au niveau du volume des affaires traitées, en 67 % pour les francophones et 33 % pour les néerlandophones. Ni le hasard ni le miracle ne suffisent à expliquer cette métamorphose. »

En paraphrasant l'ancien membre de l'opposition, je dirai aux membres PRL-FDF du Gouvernement que « ni le hasard ni le miracle » ne suffisent à expliquer comment leur accord porte sur 70,52 % de francophones et 29,48 % de néerlandophones.

La suite de ce débat du 12 juillet comporte d'autres prises de position « musclées » des représentants de la Fédération, dont nous verrons par la suite qu'elles s'apparentent plus à de fausses promesses qu'à une véritable volonté de défendre l'intérêt des administrés et l'emploi francophone.

Le 13 décembre 1996, la majorité fait une communication relative à l'application des lois linguistiques, aux agents contractuels engagés par les communes ainsi que sur l'établissement des cadres linguistiques du ministère et des OIP, c'est-à-dire, en partie, les mêmes questions que celles débattues aujourd'hui.

Le ministre Grijp utilise une technique de négociation redoutable et qui a déjà servi à maintes reprises. Il propose pour le SIAMU 54 % d'emplois francophones et 46 % d'emplois néerlandophones. Cette proposition est tellement imbuvable qu'elle rend acceptable toute autre proposition. Elle provoque, comme prévu, une levée de boucliers du côté francophone. Le PRL-FDF roule des mécaniques. M. Cornelissen assure que « pour le PRL-FDF, tout cadre linguistique qui s'écarterait sensiblement du critère des affaires traitées ne serait pas admissible. » Et de citer les statistiques pour le logement, 92 % de dossiers francophones et 8 % de dossiers en flamand, pour les finances 81 %-19 %, etc.

Au début de 1997, des comptages sont effectués par le collège des fonctionnaires du SIAMU, selon les modalités établies par le Conseil des ministres du 27 mars 1996. Ceux-ci donnent des résultats peu surprenants. Pour la facturation des ambulances, par exemple, la répartition s'établit selon une proportion 89,33 % pour les francophones et 10,67 % pour les néerlandophones; pour la téléphonie administrative 80,5 % et 19,5 %; pour les interventions des pompiers 86,09 et 13,24 %, pour ne citer que quelques chiffres représentatifs.

Sur la base de ces comptages, en appliquant objectivement la méthodologie prévue par la CPCL et en veillant premièrement, à la proportionnalité par rapport au volume des affaires traitées et, deuxièmement, à la nécessité d'assurer à chaque ressortissant de chaque Communauté d'être servi par l'administration dans sa langue, on arrive à une proportion de 81 % d'emplois francophones et 19 % d'emplois néerlandophones.

Le 11 novembre le ministre Gosuin déposera sur la base de ces comptages un document mentionnant pour le SIAMU la proportion de 76,43 % d'emplois francophones et de 23,75 % d'emplois néerlandophones. Cependant il commet une erreur de calcul dans le coefficient qu'il applique et qui est de 6 alors qu'il devrait se baser sur un coefficient 5,6 qui est appliqué pour l'ensemble des emplois. Cela donnerait une proportion de 21,57 % au lieu de 23 % pour le cadre néerlandophone. Quoi qu'il en soit, l'emploi néerlandophone se situe dans une fourchette de 20/23 %. Cependant, aucune suite n'est donnée à cette proposition par le ministre.

Le 24 juin 1997, les trois ministres de la fédération écrivent aux organisations syndicales qu'ils défendent pour l'établissement du cadre linguistique du SIAMU l'application des lois coordonnées. Ils ajoutent, entre parenthèses, le volume des affaires traitées.

Jamais en manque d'une occasion de se présenter comme le défenseur de l'intérêt des francophones, le président du FDF, M. Mangain, s'adressant à ses militants leur dit : « Ce sont les ministres flamands qui ont délibérément envenimé le débat communautaire au sein des services bruxellois. Lorsque le FDF est arrivé au pouvoir en 1989, il a exigé une révision des cadres linguistiques des services de Bruxelles qui avaient été fixés, en 1985, sur une base inique de 2/3 de francophones - 1/3 de néerlandophones. »

M. Jean-Pierre Cornelissen. — C'est vrai, elle était inique.

Mme Marie Nagy. — Et M. Mangain poursuit : « Je salue ici la pugnacité de Didier Gosuin, notre ministre régional, qui, avec l'ensemble des ministres de la Fédération, a écrité les dernières propositions saugrenues de M. Grijp qui, après une provocation de fixer les cadres sur une base 55/45, croit faire une grande concession en proposant un modeste 71/29, ce qui ne présenterait qu'un gain d'un seul pourcent pour les francophones, mais qui serait très éloigné de la réalité du volume des affaires traitées dans l'une ou l'autre langue. »

« Le FDF, mais nous ne sommes pas seuls car c'est une détermination commune de la Fédération, exige qu'il n'y ait plus de tergiversations dans ce dossier et que la loi soit respectée. »

Je vous demande d'être attentifs car toutes ces déclarations ne sont que du bluff.

M. Jean-Pierre Cornelissen. — Avec vous, nous sommes assurés d'être défendus ! La périphérie également !

Mme Marie Nagy. — « Si les ministres flamands devaient encore se livrer à un chantage, alors, nous appellerions la popu-

lation de Bruxelles à se montrer solidaire du corps de pompiers de leur région.»

C'est un appel solennel. Le problème est que le président du FDF se tait dans toutes les langues à propos du «modeste» 71/29 accepté par le Gouvernement régional.

En effet, le 2 août 1997, une note émanant du cabinet du ministre Grijp, transmise par le colonel van Gompel, conclut, à partir des comptages et en forçant les calculs, que la répartition du cadre linguistique devra s'effectuer selon une proportion de 70,52 % d'emplois francophones et 29,48 % d'emplois néerlandophones, ce qui correspond exactement aux chiffres aujourd'hui présentés par le Gouvernement.

Ensuite, arrive le moment de la «dramatisation». Le Gouvernement bruxellois, unanimement reconnu pour la bonne ambiance qui règne en son sein, décide de consacrer une journée entière, le dimanche 16 novembre, à une discussion pour «vider» les problèmes linguistiques.

Il doit s'entendre sur l'accord dit de «courtoisie linguistique» déjà approuvé et présenté au conseil le 13 décembre 1996, et sur la question des cadres linguistiques du Siamu et du ministère.

Le dimanche, après toute une journée de discussions, les huit ministres et leurs attachés se quittent sans être parvenus à un accord. Ils conviennent de se revoir dans la soirée du mercredi 19. Le jour dit, la discussion se poursuit jusqu'à 3 heures du matin pour accoucher des mêmes chiffres que ceux qui avaient été établis par le cabinet du ministre Grijp dès le 2 août 1997!

De qui se moque-t-on? Nul ne saura jamais ce qui s'est passé entre les huit ministres bruxellois pendant tout ce temps. Une chose est certaine: il n'y a point eu négociation. La proportion qui avait été fixée à 70,52 % et 29,48 %, au départ reste la même après des heures de palabres. Les membres de mon groupe s'interrogent sur ce que les ministres ont pu faire pendant tout ce temps.

M. Rufin Grijp, ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente. — En fait, la note était excellente, mais il a fallu plusieurs heures aux collègues pour la comprendre! (*Sourires.*)

Mme Marie Nagy. — C'est une version. Disons que le FDF ne comprend pas vite!

M. Rufin Grijp, ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente. — Si je comprends bien, du côté francophone, MM. Gosuin et Hasquin sont des traîtres et du côté néerlandophone, M. Chabert et moi-même sommes également des traîtres. Pouvez-vous nous l'expliquer?

Mme Marie Nagy. — Je n'ai pas dit cela. Je m'en voudrais de dire ce genre de choses. Selon moi, vous avez le souci légitime d'essayer de gonfler le volume d'emplois néerlandophones, malgré la loi sur les cadres linguistiques.

M. Chabert a essayé de faire la même chose pour le cadre du ministère. C'est votre point de vue en tant que représentants de partis flamands. Bien que, par ailleurs, vous acceptiez que cette loi s'applique.

Le PRL-FDF a multiplié les déclarations. Il a annoncé à la tribune qu'il ferait appliquer la loi. Or, je constate que rien n'a été modifié au terme de longues palabres. Vous avez regardé des vidéos, blagué, mangé... que sais-je? Quoi qu'il en soit, l'issue

des «négociations» est parfaitement incompréhensible, les chiffres étant connus depuis le 2 août 1997. Le résultat est le même à la sortie qu'à l'entrée!

Oubliée la loi, oubliées les promesses du PRL-FDF, la puissante fédération menée par le très puissant et très fort Hervé Hasquin, battue à plates coutures. Le service public et l'emploi des Bruxellois, jetés par la fenêtre. Cela restera un incroyable coup de bluff, magistralement servi par la sortie programmée du secrétaire d'Etat Vic Anciaux.

Cela est tellement préparé par l'interview de Bert Anciaux parue dans le journal *La Libre Belgique* que certains n'hésitent pas à parler de «parricide» politique.

C'est vrai que Vic Anciaux sert les intérêts supérieurs de son parti. C'est vrai que les institutions bruxelloises ne doivent pas être bloquées par une question de cadre linguistique pour 1 082 pompiers. C'est vrai qu'il y a Cureghem et les «vrais» problèmes à résoudre. N'empêche, cet accord est mauvais! Il bafoue la loi, pourtant appliquée avec rigueur au niveau fédéral sans que cela provoque des crises. Il est injuste, parce qu'il ne tient pas compte de l'intérêt légitime des Bruxellois. Ils ont le droit d'exiger un service incendie performant et motivé. Les jeunes de Cureghem, francophones en majorité, ne pourront occuper ces emplois auxquels ils pourraient prétendre. Il faut, par exemple, savoir que sur les 298 pompiers du cadre néerlandophone actuel, 86 % n'habitent pas Bruxelles.

Monsieur Picqué, désireux de vous profiler en homme d'Etat, vous avez la cohérence de n'avoir jamais considéré la question de l'emploi francophone dans la fonction publique régionale comme un enjeu important. Les nombreuses interventions que j'ai faites à cette tribune sur le sujet et sur l'organisation publique en général montrent que nous ne partageons pas le même point de vue.

Quant au FDF et à la fédération, ils ont trompé les Bruxellois en leur faisant des promesses qu'ils n'ont pas su tenir, celle notamment de faire de la question de l'emploi francophone un enjeu majeur, une cause prioritaire à leurs yeux.

M. Jean-Pierre Cornelissen. — Allons donc! C'est un comble, venant des brillants négociateurs ECOLO! Souvenez-vous de l'épisode des écotaxes, de ce que vous avez accepté à cette fin et de ce qu'il en est advenu...

Mme Marie Nagy. — Nous, nous tenons nos promesses.

M. Bernard Clerfayt. — Nous prenons acte avec satisfaction des positions avancées par ECOLO et AGALEV sur la question.

Mme Marie Nagy. — Du côté du CVP et du SP, je trouve aussi une action cohérente, celle de vouloir donner un maximum d'ampleur à la part de l'emploi néerlandophone, même en «chipotant» avec la loi sur l'usage des langues.

La VU a tenté de jouer «gros», en prétextant de moins d'un demi pourcent pour déstabiliser l'édifice fédéral et tenter de redorer la blason d'un parti en perdition.

Le VLD tente de recomposer l'équilibre institutionnel à l'échelon régional. Je trouve que c'est bien le rôle d'un parti démocratique d'éviter le blocage complet de l'institution bruxelloise. Toutefois, monsieur Vanhengel, je vous mets en garde à propos du marchandise dans lequel vous vous avancez.

La problématique de la représentation flamande à Bruxelles est réelle et les Bruxellois, qu'ils soient francophones ou flamands, doivent s'en préoccuper. A cet égard, je tiens à rappeler qu'en 1989, lors du dépôt de la loi sur les institutions bruxel-

Séance plénière du vendredi 5 décembre 1997
Plenaire vergadering van vrijdag 5 december 1997

loises, ECOLO et AGALEV avaient consulté les différents partis en proposant, notamment, de constituer des listes bilingues. Cette manière de procéder aurait présenté deux avantages majeurs.

Le premier, c'est de repositionner le débat sur des bases idéologiques liées aux familles politiques. Le deuxième, c'est d'assurer une représentation de la Communauté flamande sans toucher au principe « un homme, une voix ».

De heer Vandenbossche. — Mevrouw Nagy, u vergeet dat de Vlamingen in de Brusselse agglomeration de voorbije 20 jaar voortdurend werden gediscrimineerd.

Mme Marie Nagy. — Je sais que c'est la cause de cette demande. Mais on ne peut pas constamment modifier le tableau dans lequel on joue. Je vous rappelle qu'à l'époque, nous avions, par l'entremise de mon collègue Henri Simons et de Mieke Vogels, qui était présidente de groupe à la Chambre, contacté les différents partis pour discuter de cette loi. Nous avions proposé des listes bilingues. Mais ce sont les néerlandophones qui les ont refusées, et ce pour des raisons que je peux comprendre, notamment la tricherie dont ils ont été victimes au moment de la création de l'agglomération.

M. Jean-Pierre Cornelissen. — Mais il n'y avait aucune tricherie puisque chaque personne disposait d'une voix. En quoi y avait-il tricherie ?

M. Serge de Patoul. — Vous parlez de l'agglomération en parlant de « tricheries ». Expliquez-vous !

Mme Marie Nagy. — Monsieur Vandenbossche, aujourd'hui, nous constatons l'effet de l'application du principe des listes unilingues sur la représentation flamande à Bruxelles.

En 1989, une piste était ouverte. Vous en constatez aujourd'hui les effets néfastes des listes unilingues sur la représentation des flamands à Bruxelles. Je vous invite donc à réfléchir à l'enseignement que l'on peut en tirer. Nous aurons sans doute encore l'occasion d'en discuter, mais sachez, monsieur Vandenbossche, que, pour mon parti, il n'est absolument pas question de rouvrir la discussion institutionnelle sur les équilibres fondamentaux. En effet, si vous touchez à un élément de cet équilibre, c'est tout l'édifice qui s'effondre. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le professeur Kris Deschouwer. Et je pense qu'il a raison. Lorsque le président du FDF, par exemple, demande qu'il y ait moins de ministres flamands, il touche à un élément fondamental de l'équilibre et toute la construction fédérale institutionnelle est mise en danger.

Je tiens compte de votre problème, mais je vous invite à réfléchir au résultat inhérent au fait de vouloir à tout prix des listes unilingues.

En conséquence, la situation en Région bruxelloise est peu glorieuse. L'accord qui a été conclu est injuste. Il maintient le Gouvernement dans une situation d'affaires courantes. Vous nous le proposez en discussion. Je pense en tout cas que ceux qui soutiendront cet accord prendront une responsabilité majeure. Il est encore temps d'y réfléchir et d'en revenir au principe simple du respect de la loi. (*Applaudissements sur les bancs ECOLO et PSC.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Françoise Dupuis.

Mme Françoise Dupuis. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, je ne parlerai pas de la crise, mais plutôt des raisons pour lesquelles on peut et on doit en sortir.

J'ajouterais qu'il ne me paraît pas si ridicule de concevoir qu'aujourd'hui, une réflexion sur le non-développement de l'extrême droite doit nous guider, tant dans nos attitudes vis-à-vis de la Communauté flamande de Bruxelles que par rapport au vote des populations d'origine étrangère.

Les socialistes ont voulu et obtenu en 1989 la création de la Région bruxelloise, entité à part entière de la nouvelle Belgique fédérale au même titre que la Région wallonne et la Région flamande.

Ne disposant pas avant la réforme de 1989 d'institutions propres, la Région bruxelloise a longuement souffert de politiques imposées par des autorités nationales qui ne prirent guère en compte les intérêts des habitants.

Grâce à la mise en place des institutions régionales, les Bruxellois ont désormais la maîtrise de nombreuses politiques, aux niveaux les plus proches de la population. Ainsi, il nous revient aujourd'hui de réurbaniser et de réhumaniser nos quartiers, en particulier les quartiers anciens et centraux de la ville. Nous avons les moyens de remailler le tissu social, de favoriser l'activité économique et, de cette manière, de créer de l'emploi. Les choix en terme de mobilité et de transports publics nous sont également attribués, à l'échelle de notre Région.

Bruxelles, Région à part entière, a également ses spécificités : ville composée de ses habitants bien sûr mais aussi capitale du pays, confluent des deux grandes communautés de celui-ci, siège d'organisations européennes et internationales et terre d'immigration.

De ces spécificités, qui sont autant de richesses, sont nées des institutions originales, complexes mais équilibrées.

Je n'aborderai pas ici les Commissions communautaires, qui ne relèvent pas de cette Assemblée. En revanche, il importe de souligner que la Région constitue l'institution bruxelloise principale. Elle possède les mêmes compétences et les mêmes pouvoirs que ses homologues wallonne et flamande.

Une différence mérite cependant d'être mentionnée : la minorité néerlandophone dispose d'une représentation paritaire au Conseil des ministres. Ici réside une part significative de l'équilibre bruxellois, s'inscrivant dans l'équilibre plus global de la Belgique fédérale, au sein de laquelle les mécanismes paritaires bénéficient aux citoyens francophones.

Décrié par certains, condamné à terme par d'autres, le modèle bruxellois a fonctionné, a fait la preuve de son efficacité.

Les deux grands groupes linguistiques de notre Région sont parvenus à surmonter leurs conflits communautaires pour gérer ensemble cette ville, pour tenter de résoudre les problèmes économiques, urbanistiques, d'intégration des communautés immigrées, pour répondre aux aspirations de la population : l'emploi, le logement, les politiques sociales, la santé, la sécurité.

Pour se consacrer à ces politiques prioritaires, il restait à garantir la pacification communautaire à Bruxelles.

Il faut le dire et le répéter : tout Bruxellois a le droit d'être aidé ou soigné, accueilli et servi par les pouvoirs publics dans sa langue qu'il soit francophone ou néerlandophone.

Il n'en demeure pas moins que notre région comprend une majorité d'habitants s'exprimant en français. Le caractère majoritairement francophone de Bruxelles est une réalité incontournable.

Les éléments dont nous disposons pour mesurer l'importance des groupes linguistiques à Bruxelles — pensons par exemple aux choix opérés par les électeurs en faveur des listes francophones — sont à ce titre éclairants.

Il convient dès lors de prendre en considération tant le caractère majoritairement francophone de la Région bruxelloise que la demande légitime des néerlandophones d'être accueillis dans leur langue par les pouvoirs publics régionaux et locaux.

L'accord dit de courtoisie linguistique, conclu en novembre 1996, a constitué une première réponse à cette problématique complexe. Il trouve aujourd'hui sa concrétisation au travers de la circulaire adressée à l'ensemble des pouvoirs locaux ainsi qu'aux hôpitaux publics.

La voie choisie par le Gouvernement est celle du pragmatisme, mais aussi de l'équilibre. Ainsi, s'il a été répondu aux souhaits des néerlandophones, nous pouvons tout autant nous réjouir de la future adaptation des examens linguistiques organisés par le Secrétariat permanent de recrutement, ce qui sera favorable aux candidats francophones.

Le groupe socialiste a, en d'autres circonstances, regretté l'inadéquation entre les examens tels qu'organisés par le SPR et la réalité des exigences professionnelles, notamment en vue de l'accueil des usagers des services publics. L'engagement pris par le SPR de procéder aux adaptations nécessaires nous agrée dès lors totalement.

L'accord intervenu en ce qui concerne le cadre du Service d'incendie et d'Aide médicale urgente est celui qui a peut-être suscité le plus de commentaires. Ce qui nous importe, c'est que la formule adoptée a tenu compte de l'ensemble des paramètres : le volume des affaires traitées, mais aussi les considérations d'efficacité inhérentes à un service d'urgence.

Le Gouvernement bruxellois est parvenu à dégager un compromis en ce qui concerne le troisième dossier linguistique : le cadre du ministère régional. Une méthodologie a été déterminée en tenant compte des mêmes éléments de pondération que lors de l'élaboration du cadre du SIAMU.

Nous partageons la satisfaction exprimée par le ministre-président Charles Picqué en ce qui concerne l'attitude constructive adoptée pour la promotion du bilinguisme. Nous nous félicitons des mesures positives de formation des agents du ministère régional et des organismes d'intérêt public et de l'augmentation des primes linguistiques, ajustées à ce qui est pratiqué dans les pouvoirs locaux.

L'accord intervenu au sein du Gouvernement est — chacun en conviendra — le résultat d'un compromis. Il n'est dès lors pas parfait, mais il est en revanche indispensable parce qu'il poursuit la politique de pacification communautaire, indispensable aussi parce que, ces problèmes dépassés, nous pouvons dès à présent nous attacher aux défis et aux priorités de notre Région.

Car le modèle institutionnel bruxellois n'a de pertinence que s'il se conjugue et se consacre à un projet de ville, plus juste et plus solidaire. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — De heer Vandenbossche heeft het woord.

De heer Walter Vandenbossche. — Mijnheer de Voorzitter, sta mij toe voorafgaandelijk te zeggen dat ik het bijzonder moeilijk heb met uw verklaringen in *La Libre Belgique*. Mijnheer de Voorzitter, als u de voorzitter van iedereen wilt zijn, dan dring ik er bij u ten zeerste op aan dat u zich hoedt voor uit-spraken die haaks staan op de overtuiging van sommige leden van onze Assemblée, die u tenslotte tot voorzitter hebben verkozen. Het moet mij van het hart dat er blijkbaar een reëel probleem is in verband met de deontologie van de voorzitter. Ik waarschuw u uitdrukkelijk dat dergelijke verklaringen voor mijn fractie onaanvaardbaar zijn.

M. Jean-Pierre Cornelissen. — Je n'apprécie guère le procès que vous faites au Président de notre Conseil.

De Voorzitter. — Mijnheer Vandenbossche, ik wens hierop te repliceren, zoals het mijn recht is.

Ten eerste ben ik ook lid van de Senaat.

De heer Walter Vandenbossche. — U werd in het artikel wel als «le premier Bruxellois au Parlement» bestempeld.

De Voorzitter. — Ten tweede werd mij gevraagd naar mijn standpunt in verband met de Staashervorming.

Ten derde, het is mijn democratisch recht mijn visie terzake toe te lichten. Trouwens — dit is een vierde opmerking —, het ging om een positief voorstel voor de twee gemeenschappen.

De heer Walter Vandenbossche. — In ieder geval, mijnheer de Voorzitter, laat in het verslag opnemen dat mijn fractie het onaanvaardbaar vindt dat u als voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad dergelijk stellingen verkondigt.

Ik kom nu tot mijn uiteenzetting. De debatten over het statuut van Brussel zijn ingevolge het taalhoffelijkheidsakkoord en de regeringscrisis opnieuw actueel. Nog onlangs hebben wij in onze Assemblée en in andere vergaderingen, onder andere de Gemeenteraad van Anderlecht, het sociaal drama van het Hoofdstedelijk Gewest in het dossier Kuregem behandeld. Vandaag moeten wij ons buigen over een communautair dossier met een inhoudelijk aspect en een, wat de Regering betreft, formeel aspect.

Om het standpunt van de Vlaamse christen-democraten te begrijpen, geef ik u de volgende premissie mee: Brussel is de tweetalige hoofdstad van het federaal België en van de gemeenschappen van het land. Het begrip van de doorleefde tweetaligheid in alle domeinen van de Brusselse samenleving is fundamenteel, wil men onze stad institutioneel, maatschappelijk, sociaal, economisch en cultureel een visie en een toekomst bieden. De doorleefde tweetaligheid vormt ook de basis van het taalhoffelijkheidsakkoord waarom wij het onderschrijven. Door de tweetaligheid zijn wij ook bereid om mee te werken aan het Brussels consensusmodel.

De meesten onder ons nemen geen aanstoot aan dit consensusmodel. Dat geldt niet voor de buitenwacht. Het zoeken naar een compromis, het bijdragen tot de groei van een samhorigheidsgevoel, het streven naar verdraagzaamheid en het meewerken aan de samenlevingsopbouw zijn niet altijd gemakkelijk. De buitenwacht begrijpt dit niet altijd.

In dit verband laat ik u toch opmerken dat wij in deze moeilijke tijden niet alleen goede Vlamingen ontmoeten, maar ook goede Franstaligen. Ik heb dan ook in het Vlaams Parlement als Brusselse Vlaming uitdrukkelijk afstand genomen van het vijandbeeld dat men daar had ontwikkeld. Ook onder Franstaligen vinden wij medestanders die aan ons stadsproject wensen mee te werken.

Natuurlijk, wat aantrekt, is het conflict. Wanneer ik gisteren de heer Maingain op de BRT bezig hoorde, dan kan het niet anders dat zijn uitspraken die het fonds van zijn partij uitmaken, het conflict oproepen.

Wat gebeurt er nu in Brussel ? Het is niet altijd eenvoudig om de positie van de Brusselse Vlamingen — sommigen onder u hebben daar wel enig begrip voor — in onze instellingen en onze federale samenleving te bepalen. Wij, Brusselse, Vlamingen, moeten permanent zorg dragen voor de verwezenlijking en de instandhouding van de basisvoorwaarden van een samenleving die op de consensus is gebouwd, met het oog op het goed functioneren van de Brusselse instellingen en het uit de wereld helpen van de tegenstellingen. Ik stap vrij snel heen over deze basisvoorwaarden, omdat ik ze hier al herhaaldelijk heb aange-

haald. Alleszins hebben wij de opdracht toe te zien op het respect van de rechten van de Vlaamse Gemeenschap, vervat in de taalwetten van 1963. Daarnaast hebben wij ook de zorg voor de instandhouding van het consensusmodel in Brussel, zodat wij niet vervallen in het conflict. Dat vergt uiteraard het sluiten van compromissen.

Waarover handelt nu het concrete debat? Verschillende collega's hebben reeds verklaringen afgelegd over de manier waarop het probleem van de aanwerving van contractuelen moet worden verholpen. Het taalhoffelijkheidsakkoord biedt hier zeker soelaas. Daarenboven moet er een consensus worden bereikt over de vraag naar een taalkader van de brandweer. Ik kan alleen maar vaststellen dat die er is gekomen, dat het akkoord gedragen wordt door een meerderheid van de Vlamingen en de Franstaligen in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en dat het een goede overeenkomst is.

Ook wat de Gewestelijke administratie betreft, stond de bevoegde minister voor de uitdaging om een model uit te tekenen dat de vastgelegde principes respecteert. Hij is daarin geslaagd. Laat ik mij verduidelijken. Immers, het taalhoffelijkheidsakkoord is inderdaad goedgekeurd door een meerderheid van de Vlamingen en de Franstaligen. De heer Vic Anciaux heeft daarvan nog gezegd — ik citeer hem letterlijk —: «Het taalhoffelijkheidsakkoord is goed, maar ik twijfel aan de uitvoering ervan».

Wij waren hier echter toeschouwer van de commedia dell'Arte van de Volksunie die ik zou betitelen als «De vadermoord» waarin een zoon zijn vader opzij zet. Ik heb bovendien de collega's van de heer Gatz in het Vlaams Parlement de heer Anciaux schadelijk zien natrappen. Dat heeft Vic Anciaux nochtans niet verdient en ik maak van de gelegenheid gebruik om lof te spreken over een man die gedurende acht jaar loyaal en correct heeft meegeworkt en gebouwd aan het Brussels consensus model.

De heer Sven Gatz. — Mijnheer Vandenbossche, volgens mij heeft hij uw lof niet nodig, maar evengoed bedankt.

De heer Walter Vandenbossche. — Natuurlijk heeft het ontslag van de heer Anciaux uw nieuwe carrièreperspectieven geboden, mijnheer Gatz. Alleszins zullen de gebeurtenissen rond Vic Anciaux de geschiedenis ingaan als de vadermoord.

Mijnheer de Voorzitter, het taalhoffelijkheidsakkoord voorziet in een ruime en voor de Vlamingen zeer aanvaardbare interpretatie van de taalwetgeving met betrekking tot de brandweer en de gewestelijke administratie. Degenen die hier komen beweren dat het taalkader 1/3 Nederlandstaligen tegenover 2/3 Franstaligen moet zijn, in plaats van de overeengekomen procentuele verhouding, houden eigenlijk een pleidooi voor de wijziging van de taalwetgeving waarin andere criteria zijn ingeschreven. Het akkoord komt perfect tegemoet aan de verzuchtingen die Vlaams minister Grijp in zijn dossier heeft opgenomen. Wie de 1/3-2/3-verhouding verdedigt, moet zich daarom tot de federale regering wenden. Over dat onderwerp wil ik in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad vandaag geen debat openen. Dat is niet onze opdracht.

Ik vind het dan ook zeer eigenaardig dat de heer Anciaux, weliswaar onder druk van zijn partij, opstapt. Immers, de enige garantie dat het taalhoffelijkheidsakkoord, dat hij zelf «goed» heeft genoemd, wordt uitgevoerd in de regeringen, is regeringsdeelname.

Het is niet de oppositie die de naleving van het taalhoffelijkheidsakkoord kan afdwingen, maar wel een staatssecretaris of een minister. De heer Anciaux verlaat echter de uitvoerende macht. Begrijpe wie begrijpe kan.

De Brusselse crisis is geen institutionele crisis, want een meerderheid van de Vlamingen en van de Franstaligen hebben een akkoord gesloten. Het is evenmin een communautaire crisis, want een meerderheid van Vlamingen en de Franstaligen hebben een taalkoord gesloten. Het is ook geen maatschappelijke crisis, want een meerderheid van de Vlamingen en de Franstaligen hebben beslist om het taalhoffelijkheidsakkoord correct uit te voeren.

Wat is het dan wel? Het gaat er hier om dat de Volksunie haar doelstellingen opnieuw definieert. Daarbij gijzelt deze partij de Brusselse Vlamingen en u, mijnheer Gatz, draagt een immense verantwoordelijkheid voor het spelletje dat u nu probeert op te voeren.

De heer Sven Gatz. — Mijnheer Vandenbossche, u draagt een grotere verantwoordelijkheid door het akkoord historisch te noemen, terwijl u enkele dagen geleden nog in *De Standaard* onderstreepte dat de verhouding van de taalkaders 1/3-2/3 moet zijn. Wie is hier dan hypocriet?

De heer Walter Vandenbossche. — Dat bent u, mijnheer Gatz. Uw partij probeert de Brusselse Vlamingen te gijzen door een overlevingsstrategie te hanteren die onaanvaardbaar is. De kiezer moet dit beseffen, hij zal daarover later een uitspraak doen. Ik zie geen verschil tussen uw strategie en deze van het Vlaams Blok die erin bestaat om de Brusselse instellingen en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie te laten imploderen om daarna terug aan de macht te komen.

De heer Sven Gatz. — Ik zal u straks van antwoord dienen, mijnheer Vandenbossche.

De heer Walter Vandenbossche. — Mijnheer Gatz, uw houding is hypocriet, schadelijk en onaanvaardbaar.

Ik besluit met enkele reflecties. Het consensusmodel moet worden gevrijwaard zolang kan worden aangegetoond dat het taalhoffelijkheidsakkoord ook wordt uitgevoerd. Indien dit niet het geval is staan wij voor een andere situatie.

Voorts onderstreep ik dat het probleem door het ontslag van de heer Anciaux moet worden opgelost in de Brusselse instellingen zelf. Degenen die aanstaande hebben gemaakt om het op federaal, dan wel Vlaams of Waals niveau op te lossen, maken een strategische fout. De Vlaamse christendemocraten zullen alles in het werk stellen om aan dit probleem hier een oplossing te geven.

Het is duidelijk dat het consensusmodel van vandaag moet worden verdiept. Niet alleen in de openbare sector moet er sprake zijn van een doorleefde tweetaligheid, maar ook in de private sector. Ik zal daarover later een pleidooi ten gronde houden.

Ik heb daarnaast met genoegen kennis genomen van de uitspraak van de heer Philippe Moureaux omtrent de gewaarborgde vertegenwoordiging van de Vlamingen in het Brusselse Parlement, maar blijf voorzichtig positief. Allereerst neem ik zeer uitdrukkelijk afstand van de stelling die collega Vanhengel heeft ontwikkeld met betrekking tot het migrantenstemrecht.

De heer Sven Gatz. — U hebt dat op een andere plaats goedgekeurd!

De heer Walter Vandenbossche. — Degenen die beweren dat migranten uitsluitend Franstalige kiezers zijn, vergissen zich ten gronde. Wij hebben een duidelijke strategie inzake onderwijs, welzijn, gezondheidszorg en communicatie ten aanzien van de migranten die er zich ten zeerste van bewust zijn

dat de Vlaamse Gemeenschap de grootste en de sterkste gemeenschap is met de beste vooruitzichten. Onlangs had ik contact met migranten uit Kuregem. Welnu, die beweren het tegenovergestelde van wat u verdedigt, mijnheer Vanhengel. U moet alleen eens een uitdaging aangaan en niet telkens in een defensieve strategie vervallen.

De heer Guy Vanhengel. — Wil u even ernstig blijven! Wat u zegt is niet van elke grond ontbloot. Wij willen wijzen op de manier waarop de Vlaamse Gemeenschap zich bijvoorbeeld inzake onderwijs openstelt voor andere leefgemeenschappen. Wij willen er ook op wijzen dat 22 % van de kleuters in Brusselstad Nederlandstalig onderwijs volgt. Wij gaan dus akkoord met de stelling dat er op termijn ongetwijfeld migranten voor onze gemeenschap zullen kiezen. Electoraal rijst het probleem echter reeds over 18 maanden. De tijd die ons rest om de kloof te overbruggen wanneer tienduizenden migranten zouden kunnen stemmen is te kort om van dat effect te kunnen profiteren.

De heer Walter Vandenbossche. — Ik heb een voorstel in verband met de gewaarborgde vertegenwoordiging. Het is nuttig dat tussen Brusselse Vlamingen op Brussels niveau wordt gepraat over de wijze waarop het voorstel van de heer Moureaux met betrekking tot de gewaarborgde vertegenwoordiging wordt benaderd en hoe wij daarover tot afspraken kunnen komen. Wij moeten een voorzichtige weg volgen bij het bepalen van een strategie zowel op het gemeentelijke als op het regionale niveau. Wij zullen niet aan frontvorming doen tegen het taalhoffelijkheidsakkoord. Wij willen dit akkoord dat wij een goed akkoord vinden en bijgevolg verdedigen, uitvoeren.

Ik wens de Brusselse regering het volgende signaal te geven. Ik heb in verschillende persartikelen kunnen lezen dat ze zich in een precaire situatie bevindt. In tegenspraak met het triomfalistische van de heer Maingain die zegt dat de regering rustig verder kan regeren beweer ik dat de regering enkel onrustig verder kan regeren. Het is belangrijk dat ze in de beide taalgroepen zo spoedig mogelijk over een meerderheid beschikt. Indien de Vlaamse meerderheidspartijen door onwil of door een *non possumus* worden gedwongen, zullen ze nader bekijken hoe ze zich strategisch moeten opstellen. Ook in de toekomst moet de regering een beroep kunnen doen op de dubbele meerderheid, ook in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Ik wil nog een slotbedenking naar voren brengen in verband met het taalhoffelijkheidsakkoord. Het is een goed akkoord en wij moeten er in de eerste plaats voor zorgen dat het wordt uitgevoerd. De Vlaamse christendemocraten zullen waakzaam toezien op de toepassing ervan door middel van driemaandelijkse taalrapporten. Wij verwachten een zachte evolutie. Ik ga ermee akkoord dat wij niet onmiddellijk kunnen weten welk effect de weg van de geleidelijkheid zal hebben, maar enkel op deze wijze zullen wij erin slagen de grondrechten van de beide gemeenschappen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een stevige basis te geven en de toekomst van Brussel als hoofdstad te vrijwaren. De huidige minicrisis heeft dan toch het voordeel dat de Vlaamse Gemeenschap meer dan ooit zal toekijken op de eerbiediging van de rechten van elkeen. De toekomst van de Brusselse instellingen zal in dit licht worden bevoordeeld. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Lootens.

De heer Dominiek Lootens-Stael. — Mijnheer de Voorzitter, toen het Brussels hoofdstedelijk Gewest in 1989 werd opgericht, heeft het Vlaams Blok ervoor gewaarschuwd dat dit de doodsteek voor de Brusselse Vlamingen zou betekenen. Door van Brussel naast Vlaanderen en Wallonië, een volwaardige deelstaat te maken, werd Brussel immers onttrokken aan het

toenmalig toezicht van het federale niveau, waar de Vlaamse meerderheid nog een zekere waarborg vormde voor de Vlaamse minderheid in Brussel. Deze relatieve waarborg voor de Brusselse Vlamingen werd met één klap weggeveegd met de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. In de plaats daarvan kwam immers een volledig op zichzelf staande Brusselse entiteit met wetgevende bevoegdheden. De minderheid van Brusselse Vlamingen, die bovendien politiek vertegenwoordigd werd door karakterloze en zelfzuchtige derderangsfiguren, werd daarmee weerloos overgeleverd aan een verdrukkende en imperialistische meerderheid van francofielen. Men moest in 1989 dan ook geen helderziende zijn, om te voorspellen dat het francofiele imperialisme spoedig deze geweststructuren zou domineren en zou gebruiken om de Brusselse Vlamingen zoveel mogelijk te elimineren. Dat is dan ook gebeurd.

Het taaldossier kan hiervoor het best als illustratie dienen. Daartoe moet even worden teruggegrepen naar het verleden.

Volgens de taalwetgeving in bestuurszaken van 1963 moet elke Brusselse Vlaming in zijn gemeente of OCMW, inclusief de OCMW-ziekenhuizen, in zijn eigen taal bediend kunnen worden. Om dit te verzekeren, wordt in de wet bepaald dat, met uitzondering van het vak- en werkliedenpersoneel, geen ambtenaar nog in de Brusselse gemeenten en OCMW's mag worden aangeworven, indien hij niet door middel van het afleggen van een taalexamen heeft bewezen dat hij een aangepaste kennis van de tweede taal heeft. De Vaste Commissie voor Taaltoezicht en de Raad van State hebben steeds gesteld dat deze vereiste verplicht was voor alle statuten, dus zowel voor vastbenoemden, contractuelen, gesubsidieerde contractuelen, als voor stagiairs of vervangers voor loopbaanonderbrekingen.

De praktijk van de voorbije 35 jaar zag er nochtans helemaal anders uit: de Franstalige bestuurders van de Brusselse gemeenten en OCMW's hebben de taalwet gewoon naast zich neergelegd. Ongestoord werd Franstalig personeel aangeworven dat nauwelijks of geen Nederlands kende. Tot 1988 werd dit incivisme weliswaar danig getemperd door de federale overheid, die deze onwettige benoemingen aan de lopende band ongedaan maakte. Ter illustratie: van 1980 tot 1986 werd nog 60,7 % en 84,2 % van de onwettige benoemingen van respectievelijk de Brusselse gemeenten en OCMW's vernietigd.

De zaak liep echter helemaal uit de hand toen in 1989 het toezicht over de Brusselse gemeenten en OCMW's overging op de zopas gecreëerde Brusselse regeringsinstanties. Ten bewijs: van de 1.906 onwettige benoemingen in de Brusselse gemeenten van 1989 tot 1994, werden er zegge en schrijve 3, of 0,15 % door de regering-Picqué I ongedaan gemaakt. Voor dezelfde periode werden er door de Brusselse OCMW's 920 onwettige benoemingen verricht, waarvan het Verenigd College er slechts 26 of 2,8 % vernietigde. De reden voor dit ongehoord lakse optreden is niet ver te zoeken: het toezicht lag steeds in handen of mee in handen van Franstalige ministers...

Het dient te worden gezegd dat met het aantreden van de regering-Picqué II in juni 1995 het er even naar uitzag dat er enige beterschap kon worden verwacht. In het regeerakkoord dat toen werd gesloten, werd immers plechtig beloofd dat de taalwetgeving inzake de taalkennis van het personeel onverkort zou worden nageleefd. Dit moest in de praktijk betekenen dat de Brusselse regering elke onwettige benoeming ongedaan zou maken.

Het is u allen bekend dat deze hoop snel de bodem werd ingeslagen.

Op de talrijke interpellatieverzoeken, mondelinge, dringende en schriftelijke vragen die het Vlaams Blok de afgelopen tweeënhalve jaar over de uitvoering van deze passus uit het regeerakkoord stelde, kwam doorgaans geen enkel antwoord. De

klucht met de driemaandelijkse taalrapporten begon en het was bijzonder moeilijk daarover enige informatie te krijgen. Het verbaast mij dan ook collega Vandenbossche te horen verklaren dat hij deze rapporten in de toekomst nauwlettend in het oog zal houden. Blijkbaar krijgt hij meer informatie dan wij, want sinds juni 1995 hebben wij slechts één driemaandelijks taalrapport gekregen. De weinige gegevens die toch werden verstrekt, waren, zo bleek later, meestal vals, maar maakten wel al snel één zaak duidelijk, namelijk dat van de goede voornemens in het regeerakkoord niets was terechtgekomen. Mag ik er in dit verband nogmaals aan herinneren dat de vice-gouverneur volgens de cijfers van de Regering in de periode van juli 1995 tot maart 1997 404 benoemingen van de gemeenten heeft geschorst? Daarvan werden er 4, dit is 1%, ook effectief vernietigd. Tussen juli 1995 en december 1996 schorste de vice-gouverneur in OCMW's 222 benoemingen. Door de obstructie van de FDF'er Gosuin — een objectieve bondgenoot van het Vlaams Blok wordt hij hier genoemd — werd hiervan geen enkele benoeming vernietigd. Naast deze regeringscijfers wens ik ook de cijfers van de vice-gouverneur aan te halen. Op 10 september 1996 deelde hij ons mede dat de gemeente in 1995 326 onwettige benoemingen op hun actief hadden en de OCMW's 107. Daarvan werden er door de Regering respectievelijk 0 en 3 vernietigd. Voor 1996, althans tot 28 augustus 1996, ging het om respectievelijk 285 en 98 benoemingen, waarvan de Brusselse Regering er 0 en 1 vernietigde.

Mag ik er terloops op wijzen dat de cijfers die door de Regering werden verstrekt, zeer onvolledig en dus zeer leugenaardig zijn? In het eerste taalrapport staan slechts 12 schorsingen van gemeentelijke benoemingen door de vice-gouverneur vermeld. Intussen zijn we te weten gekomen dat het enkel om vastbenoemden ging, maar dat werd in het rapport niet vermeld en heeft ook de minister-voorzitter er niet bij verteld. Contractuelen, gesubsidieerde contractuelen, stagiairs en vervangers voor loopbaanonderbreking werden dus niet opgenomen. Wij weten nog altijd niet over hoeveel personen het ging. In de daaropvolgende rapporten werden de contractuelen weliswaar wel opgenomen, maar uit de gegevens van de vice-gouverneur kunnen we met absolute zekerheid afleiden dat hij veel meer benoemingen schorste dan in de rapporten vermeld staat. De Minister-Voorzitter deelde ons mede dat de vice-gouverneur voor 1996 262 gemeentelijke benoemingen schorste. Raar maar waar, in zijn brief van 10 september 1996 deelde de vice-gouverneur ons mede dat hij tot 28 augustus van dat jaar voor de gemeenten alleen al 285 benoemingen had geschorst. Voor twee derde van het jaar 1996 gaf de vice-gouverneur dus al meer schorsingen op dan de Regering voor het hele jaar.

Dat bewijst andermaal duidelijk dat de Regering ons in dit dossier voortdurend heeft voorgelogen en blijft voorliegen. Deze manier van handelen is kenmerkend voor de oneerlijke wijze waarop het taaldossier werd behandeld en voor de wijze waarop de francofielenv zoch in allerlei bochten blijven wringen om de wet niet te moeten toepassen. Ministers die betrapt worden op zulke flagrante leugens tegenover het Parlement zouden in een normale parlementaire democratie tot ontslag worden gedwongen. In het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt zo'n bewust bedrog door de parlementsleden van de meerderheidspartijen als de normaalste zaak van de wereld aanvaard. Daarmee maken deze meerderheidspartijen niet alleen zichzelf te schande, maar maken zij van het hele Parlement eigenlijk een karikatuur. Wat de waarheid achter deze cijferdans ook is, één zaak staat vast: sinds 1989 werd de taalwet ononderbroken gesaboterd door de Franstalige ministers in de Brusselse Regering en zij werden daarbij door hun Vlaams-Brusselse collega's ingedeckt.

Het is alleen dankzij de voortdurende parlementaire vragen van het Vlaamse Blok omtrent dit dossier dat het schandalige taaldossier niet onder de mat kon worden geveegd en dat ten

minste een deel van de waarheid uiteindelijk aan het licht is gekomen. Ik herinner eraan dat de Brussels-Vlaamse excellenties pas in de Regering dwars zijn gaan liggen, nadat het Vlaams Blok in september 1996 aan de hand van de cijfers van de vice-gouverneur onomstotelijk had bewezen dat er absoluut niets veranderd was in de onwettige toestand, die sinds 1989 bestaat. Sinds de bekendmaking van deze cijfers konden de Brussels-Vlaamse excellenties immers niet meer doen alsof zij van niets wisten en werden zij definitief ontmaskerd. Het veroorzaakte een open regeringscrisis die in november 1996 uiteindelijk uitliep op het schandalijke zogenaamd taalhoffelijkheidsakkoord. Dit akkoord was en is voor de Brussels-Vlaamse excellenties en voor deze Regering inderdaad schandalijk om verschillende redenen. Ik beschrijf er hier zes.

Ten eerste, dit akkoord bevat minder dan wat in het regeerakkoord van 1995 werd bedongen. Het regeerakkoord van juni 1995 voorzag nog in de integrale toepassing van de taalwetgeving. Het taalhoffelijkheidsakkoord daarentegen wil de taalwetgeving nog slechts gedeeltelijk toepassen doordat men een aantal uitzonderingen toelaat die onmiskenbaar ten nadele van de Vlamingen zullen uitvallen. In vergelijking met juni 1995 is dit in alle geval een stap achteruit. Het is een politieke nederlaag voor de Brussels-Vlaamse excellenties en voor de Vlaams-Brusselse bevolking in het algemeen.

Ten tweede, voor het eerst sinds 1989 hebben de Brussels-Vlaamse excellenties ermee ingestemd om een aantal onwettige afwijkingen van de taalwetgeving ten nadele van de Brusselse Vlamingen toe te staan. Ik verlaat mij nader. Hoewel de Brusselse taalsituatie in de praktijk omwille van de Franstalige obstructie steeds zeer ver van een correcte toepassing van de bestaande wetgeving heeft gestaan, hebben de Vlaams-Brusselse excellenties van de traditionele partijen tot aan het taalhoffelijkheidsakkoord ten minste altijd nog mondeling principieel een correcte toepassing van de taalwetgeving geëist. Met dit akkoord wordt daar voor het eerst van afgewezen, door het toelaten van afwijkingen. Daarmee wordt bewust een officieel karakter gegeven aan een aantal achterpoortjes die werden geopend opdat de gemeenten en OCMW's blijvend aan de toepassing van de taalwetgeving zouden kunnen ontsnappen. Aangezien deze afwijkingen rekenbaar en interpreteerbaar zijn, is er slechts zeer weinig verbeelding nodig om van deze clausules gebruik te maken.

Mijn derde reden om dit akkoord schandalijk te noemen spreekt niet zeer duidelijk uit de tekst en moet nog door de komende praktijk worden bevestigd. Alles laat echter vermoeden dat een beperking van het aantal tweetalige kandidaten wordt nagestreefd. Het taalhoffelijkheidsakkoord bevat alleszins een aantal bepalingen waardoor er uiteindelijk minder kandidaten voor de gemeenten en de OCMW's zouden kunnen zijn in plaats van meer. Het bepaalt immers, ten eerste, dat de gemeenten en OCMW's prioriteren moeten putten uit de wervingsreserves die door de BGDA zal worden aangelegd.

Wat betekent het woord «prioritair»? Is dat een echte verplichting of niet? In de huidige stand van zaken is het bovendien nog altijd niet duidelijk wie in deze wervingsreserve zal worden opgenomen. Zijn dat al degenen die voor een examen van het VWS zijn geslaagd? Dan is er niets aan de hand. Zijn het echter uitsluitend degenen die taalles hebben gevolgd op de door de Brusselse Regering aangeduide taalscholen? Ik hoop dat de minister-voorzitter door zijn gebabbel heen nog naar mij luistert, zodat hij straks op mijn vragen kan antwoorden. In het tweede geval, gaat het vermoedelijk alleen om Brusselaars. Ook dat is echter nog niet duidelijk.

Het lijkt er dus op dat de Franstaligen de wervingsreserve zo beperkt mogelijk zullen opvullen zodat er vanzelfsprekend onvoldoende kandidaten zullen zijn voor de gemeenten en de

OCMW's om er de vacante betrekkingen mee op te vullen. Zo hebben zij een voorwendsel meer om eentalige personeelsleden aan te werven.

De vierde reden is de uitholling van de taalexamens. Een van de bepalingen van het taalhoffelijkheidsakkoord bestaat erin dat men gaat onderhandelen met het Vast Wervingssecretariaat om de taalexamens aan te passen aan de functies waarvoor de kandidaat-ambtenaren solliciteren. Dit systeem komt dus eigenlijk neer op een drastische versoepeling van de examens en op slechts een minimale tweetaligheidsvereiste van de kandidaat-ambtenaren. Het Vlaams Blok is radicaal tegen.

De vijfde reden heeft betrekking op de taalkaders. Alhoewel het taalhoffelijkheidsakkoord voor de Brussels-Vlaamse regeringsleden toegevingen bevat op wat in juni 1995 was bedongen, eisten de Franstalige regeringsleden voor de toepassing van het nieuwe voor de Vlamingen nadelige akkoord, nieuwe toegevingen van de Brussels-Vlaamse regeringsleden! De uitvoering van dit akkoord werd, op eis van het FDF, immers afhankelijk gemaakt van een herziening van het dossier van de taalkaders in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Onbegrijpelijk genoeg zijn onze drie Brussels-Vlaamse staatsmannen hier niet aanwezig, die de wereld ons werkelijk benijdt, daarop ingegaan en kost dit de Vlamingen weer een aantal jobs! Het is trouwens voor de machtsposities in dit gewest bijzonder revelerend dat in de teksten van het huidige, nieuwe akkoord er voor de taalkaders uitdrukkelijk wordt verwezen naar de taalwet en de adviezen van de Vaste Commissie voor taaltoezicht en de Raad van State, maar dat dit voor de tweetaligheid van de plaatselijke ambtenaren even uitdrukkelijk niet gebeurt. De reden is eenvoudig: daar waar de wet in het voordeel van de Franstaligen speelt, wordt geëist dat ze strikt wordt toegepast, daar waar de wet in het nadeel van de Franstaligen is, wordt er door de Regering zedig gezwegen over de wet en wordt er alles aan gedaan om ze niet toe te passen.

Dat leidt ons tot de zesde en laatste reden waarom het taalhoffelijkheidsakkoord zulk een grote schande is, namelijk dat het ook een nederlaag is voor de rechtsstaat. Het akkoord is wat de door de Regering toegestane uitzonderingen inzake aanverwring van contractuelen betreft immers illegaal omdat de taalwetgeving een wetgeving van openbare orde is, wat betekent dat zij niet kan worden gewijzigd door een regeringsbesluit of een omzendbrief en zeker niet door een politiek akkoord.

Met de afsluiting van het nieuwe akkoord van 19 november is deze beschamende koehandel ten nadele van de Vlamingen alleen maar verdergezet. Werden er op het gebied van de taalkaders ontgensprekkelijk toegevingen gedaan, dan hebben de Vlamingen niet de minste waarborg gekregen op het vlak waar zij vragende partij zijn. In verband met de taalkennis van het plaatselijk personeel stelt het Vlaams Blok immers het volgende vast.

Ten eerste, zoals reeds werd gezegd, bevatten zij een aantal illegale bepalingen door het toelaten van uitzonderingen wat betreft de taalkennis van het personeel. Ik ga daar niet verder op in.

Ten tweede, de Vlamingen hebben geen enkele waarborg dat de Regering ooit onwettige benoemingen zal vernietigen. De eerste sancties kunnen immers pas over twee jaar vallen, met andere woorden als de Regering niet meer bestaat. Ze schuift met andere woorden het volledige probleem gewoon door naar de volgende Regering, die zich uiteraard niet gebonden zal voelen door wat door de huidige coalitie in een akkoord werd gegoten. Dit betekent ook concreet dat de Brussels-Vlaamse excellenties zich hebben neergelegd bij de francofiele weigering om onwettige benoemingen te vernietigen en dat de plaatselijke besturen nu twee jaar de vrije hand hebben gekregen om zoveel personen onwettig te benoemen als zij maar willen. Onwettige

benoemingen hebben immers voortaan het officiële fiat gekregen van de Franstalige, maar ook van de Vlaamse regeringsleden! De Regering heeft zich hiermee voor de komende twee jaar van het lastige probleem verlost.

In verband met de interpretatie van de inhoud van deze omzendbrieven rijzen overigens nogal wat vragen. Wie zal er in de lijst van de BGDA worden opgenomen? Al degenen die een examen hebben afgelegd bij het Vast Wervingssecretariaat, al dan niet in het kader van de overeenkomst tussen de Regering en het Vast Wervingssecretariaat. Of enkel degenen die in deze overeenkomst passen, dus uitsluitend Brusselaars? Wie kan overigens deelnemen aan deze examens van het Vast Wervingssecretariaat die in afwijking van de huidige regeling, ook kunnen worden afgelegd zelfs als men niet onmiddellijk een betrekking bij de overheid op het oog heeft? Zijn dit opnieuw alleen Brusselaars, of alleen werkloze Brusselaars, of kan iedereen die dat wenst daaraan deelnemen? Ik zou daar graag antwoord op krijgen.

Aan het ontslag van Anciaux, dat ontrecht in verband wordt gebracht met dit akkoord, ga ik niet veel woorden vuil maken. Het was uitsluitend een electorale zet van een fin-de carrière politicus die het de tijd vond om van zijn vet pensioen te gaan genieten, en daarbij de gelegenheid schoon zag om uit zijn ontslag voor zijn partij nog wat propagandistisch voordeel te halen. Meer was dat niet.

Mijnheer de minister-voorzitter, ik meen uit hetgeen er in het verleden is gebeurd voldoende te hebben aangetoond dat er ook nu geen enkele waarborg is voor de toepassing van dit nieuwe akkoord. Weliswaar heeft u zichzelf daarvoor persoonlijk garant gesteld, maar u mag het mij niet kwalijk nemen dat ik u daarvoor voor geen haar betrouw. Ik heb in mijn betoog voldoende uiteengezet waarom. Gezien de talrijke overtredingen van de taalwet in dit akkoord en de vernederende toegevingen van de Brussels-Vlaamse excellenties bij de totstandkoming ervan, is het overigens wenselijk dat dit akkoord niet zou worden uitgevoerd. Ik kan u in alle geval nu al meedelen dat het Vlaams Blok daartoe reeds een aantal stappen heeft ondernomen door klacht in te dienen bij de Vaste Commissie voor Taaltoezicht en bij de Raad van State met het verzoek de onwettige bepalingen in de twee omzendbrieven die werden verzonden, te laten vernietigen.

Het Vlaams Blok is voorstander van een goede verstandhouding met de Franstalige Brusselaars. Het Vlaams Blok heeft daar echter steeds aan toegevoegd dat dit alleen kan op basis van wederzijds respect en een volledige gelijkwaardigheid van beide taalgemeenschappen. Met de gerechtvaardigde verzuchtingen van de Brusselse Vlamingen dient dus terdege rekening te worden gehouden. De voorstellen van het Vlaams Blok tot oplossing van de vervelende taalproblematiek zijn dan ook ingegeven vanuit deze perspectieven. In de huidige context komen zij op het volgende neer:

De klant, in dit geval de burger, is koning! Daarom moet elke beambte in de plaatselijke overheidsdiensten tweetalig zijn. Deze tweetaligheid moet voor de indiensttreding bewezen worden door het afleggen van een taalexamen dat aangepast is aan de functie. Dit wordt nu reeds in de wet bepaald, maar de wet wordt niet toegepast.

Om ervoor te zorgen dat de vernietiging van onwettige benoemingen in de plaatselijke besturen effectief gebeurt, wil het Vlaams Blok dat het toezicht over de Brusselse gemeenten en OCMW's in handen komt van de Vlaamse ministers van de Brusselse Regering. Op termijn moet het toezicht zelfs terug door de federale overheid worden uitgeoefend, dit in afwachting van de onafhankelijkheid van Vlaanderen.

Hetzelfde principe van tweetaligheid moet voortaan ook worden toegepast voor de gewestelijke diensten zoals de

brandweer en de administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Daarom stellen wij dat er moet worden teruggekeerd naar het principe van de tweetaligheid van de ambtenaren.

Wat de verdeling van de betrekkingen over Vlamingen en Franstaligen bij de brandweer en de administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, stelt het Vlaams Blok voor de taalkaders af te schaffen. Zoals de situatie bij de brandweer onomstotelijk heeft aangetoond, is dit systeem absoluut niet werkbaar. Het leidt daar zelfs tot levensgevaarlijke situaties.

In de plaats daarvan moet het systeem worden ingevoerd zoals het nu bij de gemeenten en OCMW's van kracht is. Dat betekent: minimum 25 % van de jobs voor Nederlandstaligen en minimum 25 % voor Franstaligen. De overige 50 % kan dan vrij worden ingevuld door de politieke verantwoordelijken via een politiek akkoord.

In zijn geheel beschouwd, stelt het Vlaams Blok dat in dit politiek akkoord één derde van de jobs voor de Nederlandstaligen als een absoluut minimum moet worden gezien.

Mijnheer de voorzitter, dames en heren, ik vrees dat deze nochtans zeer redelijke en rationale oplossingen er nooit zullen komen, en dat alle moeilijkheden rond de taaltoestanden in Brussel zullen blijven bestaan zolang Brussel als derde gewest blijft bestaan. Zolang de ongetemperde hegemonie van de francofilie over de Brusselse Vlamingen blijft bestaan, zullen er francofiele ministers worden gevonden om de Vlamingen te verdrukken, en zullen er ook in de Vlaams-Brusselse traditionele partijen lamzakken worden gevonden die bereid zijn om hun gemeenschap voor wat zilverlingen te verkopen. Daarom pleit het Vlaams Blok ervoor dat het Brusselse derde gewest als wettelijke instelling zou worden opgedoekt, en als ongeschikt bestuur terug onder het toezicht zou komen van de federale overheid in afwachting van de onafhankelijkheid van Vlaanderen.

De francofielen die tegen deze oplossing zijn, zouden nochtans goed moeten beseffen dat de politiek van zachte etnische zuivering die zij momenteel ten opzichte van de Brusselse Vlamingen voeren, wel eens een boemerangeffect zou kunnen hebben, en eveneens zou kunnen leiden tot het einde van hun geliefde Région à part entière. Met het verdwijnen van de Brusselse Vlamingen, verdwijnt immers ook hun politieke vertegenwoordiging en bestaat er institutioneel geen derde gewest meer, maar alleen nog institutionele chaos. Dit laatste is, voor alle duidelijkheid, niet wat het Vlaams Blok wenst.

Er zijn echter nog andere oplossingen om het probleem van de etnische zuivering op de Brusselse Vlamingen op te vangen. Het voorstel dat voorzitter De Decker onlangs in een krantenartikel deed is bijvoorbeeld bijzonder origineel. Daarin pleit hij ervoor om de kwijnende Vlaamse aanwezigheid in het Brussels Gewest opnieuw te verstevigen door het gebied van dit gewest uit te breiden. Zo meent de heer De Decker ook de opgang van het Vlaams Blok te kunnen stuiten. Het zal u misschien verbazen, mijnheer de voorzitter, maar voor één keer wil ik u wel volgen in uw voorstellen, zij het dan met dit nuanceverschil dat in mijn voorstel het Brussels Gewest zich moet uitbreiden over het hele Vlaamse grondgebied. In dat geval mag dit Brussels Gewest van mij zelfs zijn onafhankelijkheid uitroepen. Ik weet niet of u het dan nog met mij eens zult zijn.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Gatz.

De heer Sven Gatz. — Mijnheer de Voorzitter, een beetje later dan verwacht en misschien ook een beetje later dan goed is voor een behoorlijk politiek debat discussiëren wij vandaag over een verklaring van de Regering waarvan de oorsprong reeds meer dan twee weken achter ons ligt. De VU-fractie heeft met

gespitste oren geluisterd naar de verklaring van de minister-voorzitter en we geven daarover nu ons oordeel.

Eén ding is en blijft goed aan het hele akkoord. Dat verklaarden wij reeds een jaar geleden en waarom zouden we nu van mening veranderd zijn? Ik herhaal dus dat het goed is dat de Franstalige Brusselaars nu aanvaarden dat de taalwet ook van toepassing is op contractueel gemeentepersoneel. Alle andere punten moet ik tot mijn spijt als negatief tot zeer negatief bestempelen. Ik som ze even op.

Het akkoord moet op gemeentelijk vlak worden uitgevoerd en dat is de achillespees waarvan wij ons van in het begin bewust waren, maar die nu toch echt wel een probleem blijkt te worden. Ik weet dat de minister-voorzitter verklaard heeft dat hij garant staat voor de uitvoering van het akkoord, maar hij mag het ons niet kwalijk nemen dat het vertrouwen in zijn garantie een beetje zoek is, zolang *de majorité de la majorité*, de PRL-FDF, zich blijft gedragen zoals nu het geval is.

De inhoud van de taalexamens is nog steeds een betwiste materie. In het verleden gingen wij akkoord met een aanpassing van de inhoud van de taalexamens, maar niet in die mate dat elk taalexamen een formaliteit wordt omvat er geen taalexamen meer zou zijn. Dit blijft dus een betwist punt en ik kreeg daarover van de Regering graag duidelijkheid. Ik denk immers dat hierover geen akkoord bestaat en dat het dus om een toegeving aan het FDF gaat. Bovendien heeft het FDF in het verleden stromanen naar de Raad van State gestuurd om de vernietiging van de taalkaders te vragen. Zal nu met de omzendbrief hetzelfde gebeuren? Wij wachten af.

Jammer genoeg moet ik ook de taalkaders negatief beoordelen. De geruchten over de besprekingen in verband met de ministeries doen het ergste vrezen, maar wij wachten nog even af. Het taalkader voor de brandweer met 29,5 % en binnenkort 28 % Nederlandstaligen is voor de VU onaanvaardbaar. Onder de drempel van 30 % komt het principe van de tweetaligheid van Brussel in het gedrang. Men mag dit belachelijk maken door te zeggen dat er om 0,5 %, of om 5 brandweermannen, een regeringscrisis is ontstaan. Voor ons gaat het echter om het principe van de tweetaligheid en dergelijke principes houden ons federaal land recht. Laten wij niet vergeten dat de positie van de Brusselse Vlamingen in het Hoofdstedelijke Gewest rechtstreeks verbonden is met de positie van de Franstaligen in België. Sommige schijnen dit zomaar te vergeten.

De heer Jean-Pierre Cornelissen. — Dat zijn helemaal andere verhoudingen. Men vergelijkt weer eens appels met peren.

De heer Sven Gatz. — Men kan niet ongestraft deze verhoudingen van elkaar lostrekken. De rekening volgt later. Wij zijn dan ook van oordeel dat met dit «historisch» taalkkoord, zoals het door sommigen wordt genoemd, een fundamenteel evenwicht is geschonden waardoor een federale ingreep noodzakelijk en gerechtvaardigd is.

De heer Walter Vandenbossche. — Mijnheer Gatz, een jaar geleden hebt u hier het taalhoffelijkheidsakkoord verdedigd. Vandaag komt u het afschieten, terwijl u uw verantwoordelijkheid ontvucht. U vlucht weg naar de schaduw van de oppositie en durft uw verantwoordelijkheid niet opnemen. Wanneer iemand vertrekt, heeft hij zes maanden zwijgplicht. Ik raad u aan eenzelfde termijn in acht te nemen.

De heer Sven Gatz. — Mijnheer Vandenbossche, politiek is ook een kwestie van vertrouwen en dat vertrouwen in de Regering is weg.

De heer Walter Vandenbossche. — Mijnheer Gatz, u moet een beetje vertrouwen in uzelf hebben.

De heer Sven Gatz. — In wezen blijf ik ervan overtuigd dat het beheer van dit tweetalig gewest een zaak is van de Brusselaars. In het belang van de stad moeten zij zelf hun boontjes kunnen doppen, maar dan wel binnen bepaalde grenzen.

Tot slot nog een vraag die bij velen op de lippen brandt. Waarom komt de Regering enkel bij communautaire geschillen in moeilijkheden en valt zij bij voorbeeld niet over de rellen in Kuregem? Of men het nu wil of niet, de relatie tussen Vlamingen en Franstaligen blijft zelfs in een multiculturele stad een zeer belangrijk politiek dossier. Voor de VU is deze zaak overigens geen eng communautair gegeven. Het gaat om de democratische rechten van de bevolking om door het gemeentebestuur in de eigen taal te worden ontvangen. Het gaat of het fundamentele sociaal recht van een patiënt om in zijn taal in een openbaar ziekenhuis verzorgd te worden. Het gaat over respect en zolang dit er niet of onvoldoende is, zal de VU op dezelfde spijker blijven hameren tot het op een dag niet meer nodig is.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandenbossche.

De heer Michiel Vandenbussche. — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, de aanleiding tot dit debat is de regeringsmededeling van 19 november 1997. Een aantal sprekers hebben daar een aantal andere elementen aan toegevoegd. De SP-fractie betreurt dat en wil het debat echt concentreren op de regeringsmededeling die er de aanleiding toe vormde. Sommige zaken kunnen en moeten op de publieke tribune worden beslecht, andere aangelegenheden moeten eerder vooraf ernstig worden bediscussieerd onder de democratische partijen. In mijn uiteenzetting zal ik mij alleszins beperken tot de inhoud van de regeringsmededeling.

Over het taalkoord zelfs wil ik zeer kort zijn. In dit debat beginnen opnoemen wat de SP-fractie daarin goed en slecht vindt, is mijn inziens overbodig. Wij zijn ervan overtuigd dat het akkoord globaal een goed en evenwichtig akkoord is en dat de belangrijkste kwestie, zoals vaak het geval is, deze is van de uitvoering ervan. Wat dit betreft, heeft de SP-fractie vertrouwen in de Regering, maar zal zij toch waakzaam toezien op een correcte uitvoering. De gebeurtenissen rond de totstandkoming van dit akkoord kunnen een nieuwe start betekenen voor de Regering, die hopelijk heel spoedig volledig conform de Grondwet zal worden samengesteld.

Het akkoord heeft heel wat reacties losgemaakt in de Brusselse pers, waarin ook de vrees werd geopperd dat het Brussels samenlevingsmodel in gevaar komt. Dit lijkt ons niet het geval te zijn. Bij de overgrote meerderheid van de democratische krachten in dit Parlement bestaat er immers een duidelijke wil om het Brussels model te laten werken, zowel in zijn globale vormgeving die het resultaat is van de voorbije staatshervorming, als in het aspect dat door dit akkoord nog wordt geaccentueerd en verfijnd, namelijk de tweetaligheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Wij blijven ervan overtuigd dat de bestuurbaarheid van de Brusselse instellingen verzekerd blijft, onder meer dit akkoord, maar ook door de gezamenlijke wil van de democratische partijen om dit uit te voeren. De SP-fractie zal zich daarvoor alleszins blijven inzetten, samen met de andere democratische partijen. Dat is de belangrijkste voorwaarde om van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een stad te maken waar het voor iedereen goed om wonen is. De inzet is wat de inwoners van ons verwachten. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Looz-Corswarem.

M. Thierry de Looz-Corswarem. — Monsieur le Président, je me suis inscrit le premier, il y a deux jours, et je passe le dernier, il faut croire que c'est cela la courtoisie médiocratique.

Messieurs les membres de l'Exécutif, mesdames, messieurs, c'est du balcon et sans prendre parti pour les uns ou les autres que le Front national compte les points et les coups que se donnent les antagonistes du combat fratricide de l'Exécutif bruxellois. Comme si vraiment il n'y avait pas mieux à faire à Bruxelles que de se déchirer principalement pour des querelles d'ordre linguistique ou institutionnel.

Paralysant Bruxelles, ces messieurs agiraient de la même manière s'ils voulaient détruire la capitale. Le Front national appelle cela de l'incivisme, car les certificats d'incivisme ne se délivrent pas uniquement durant les guerres.

Il est symptomatique de constater que les francophones bruxellois les plus extrémistes, francophonissimes uniquement dans leur programme électoral et en paroles, ont une fois de plus baissé leur pantalon en acceptant un accord linguistique qu'ils appelleront sans doute une discrimination positive...

De heer Walter Vandenbossche. — Wat is uw visie?

M. Thierry de Looz-Corswarem. — Ik ben Vlaming vroeger dan u comme dirait le plus célèbre des Bruxellois. Donc, vous n'avez strictement rien à me dire sur la question.

Je disais donc que vous avez accepté un accord linguistique lésant scandaleusement les francophones de Bruxelles en accordant à peu près un tiers des emplois à ceux dont la représentation à Bruxelles ne dépasse pas 12 % de la population. Où est le vieux principe démocratique du suffrage universel : un homme égale une voix ?

C'est donc une fois de plus la Berezina pour les Bruxellois francophones. Mais il y a plus grave : c'est une petite phrase du chef de l'Exécutif bruxellois — elle n'est pas passée inaperçue — envisageant de faire de Bruxelles un district européen aux crochets de l'Europe. Les explications entortillées données par l'intéressé n'ont évidemment convaincu que les naïfs et la clique de service payée pour cela. Cela pour dire qu'après l'hallali des grandes manœuvres préparatoires de Cureghem et autres quartiers de Bruxelles, l'avenir de la capitale est plus que sombre.

Mais ce n'est pas tout. Les exigences du VLD à propos de sièges garantis donnent des sueurs froides aux démocrates — aux vrais — qui savent qu'à Bruxelles les médiocres se sont emparés de la démocratie afin de s'en servir comme d'un cache-sexe pour cacher leurs turpitudes.

En effet, quand on sait qu'il faut sept élus francophones et seulement un flamand pour former un groupe au Conseil régional, on peut s'attendre au pire ! Pas fiers les extrémistes francophones ! Le faux sentiment d'insécurité dont parlaient sans rire les membres de l'Exécutif bruxellois, qui s'est transformé en terreur, va se traduire, entre autres, par une fuite de plus en plus importante des habitants de Bruxelles, Bruxelles dont l'Exécutif vit encore aujourd'hui confortablement sur son petit nuage de sécurité ! Il n'a toujours pas compris qu'il est complètement dépassé par les événements, qu'il est tout à fait déphasé par rapport à la situation actuelle. Plus grave encore, après avoir été dans le mur, nos ministres Bourgeois de Calais, veulent non seulement répéter leurs erreurs mais comptent bien encore les amplifier. Et cela, les Belges n'en veulent plus.

Pendant ce temps, les Belges souffrent et certains en sont réduits à tendre la main à la sortie des gares et ailleurs. Il n'y a plus de pilote à Bruxelles car il est tellement plus amusant et intéressant de s'exciter sur le sexe linguistique et institutionnel

Séance plénière du vendredi 5 décembre 1997
Plenaire vergadering van vrijdag 5 december 1997

des anges bruxellois. C'est cela qui est dramatique pour l'avenir de la capitale.

Le Front national ne se réjouit absolument pas de cette situation qu'il n'a cessé d'annoncer depuis des années. Il regrette d'avoir vu juste car l'avenir de Bruxelles où les Belges ne sont plus chez eux, risque fort de n'être que de feu, de sang et de larmes.

M. le Président. — La séance plénière du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est close.

De plenaire vergadering van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad is gesloten.

— Prochaine séance plénière cet après-midi à 14 h 30.

Volgende plenaire vergadering deze namiddag om 14.30 uur.

— *La séance plénière est levée à 12 h 50.*

De plenaire vergadering wordt om 12.50 uur gesloten.